

n° 688 du 31 janvier au 7 février 1976 - 3 F 50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune

socialiste



DEMORALISATION ?

Prick ton char NO 4 Mai 75
Journal du Comité de Soldats
de la garnison de Kaiserslautern
Comité de Soldats
Vas Soldatenkomitee
Vas Soldatenkomitee
Vas Soldatenkomitee

LES DIABLES VOIENT ROUGE
JOURNAL DU COMITE DE SOLDATS DU 152 RI Colmar.

ALERTE
JOURNAL DU COMITE DE SOLDATS DE RUDOLFSHEIM
11 JUN 75
ON CONTINUE!
LES ANGES DE LUTTER

LE TONNERRE DE BREST
Journal du Comité de Soldats de Brest

LE MORAL DE L'APPELÉ n°1
151 RI

LES BOEUF VOIENT ROUGE
JOURNAL DU COMITE DE SOLDATS DE LARBAU
N° 2 - Mai-juin 1975

LE TRINCLOT EN COLERE
N° 3 MARS 75
JOURNAL DES SOLDATS DE LA GARNISON DE KARLSRUHE
EDITORIAL

GV... M'FACHER
N° 2 Avril 1975

un anniversaire: l'appel des cent
Il y a un an, les soldats, en France et en RFA, publiaient l'appel des cent. Ils avaient ainsi pu exprimer publiquement au régiment qui traversait toute répression collective.
L'acte avait à tout comprendre que la guerre, dans son problème, n'est pas d'atteindre le qu'on, mais que, sur des revendications élémentaires, nous pouvons nous unir et faire revivre la fraternité.
Nous sommes aujourd'hui appelés à l'appel des cent.
Nous avons depuis obtenu:
- l'annulation de la soldat 1967 en 24, 21 et 20;
- la réduction du nombre de jours de garde; (1971 en 29, 1972 en 27)
- l'annulation de la garde de nuit; (1971 en 12, 1972 en 10)
- la réduction de la garde de nuit; (1971 en 12, 1972 en 10)
- la réduction de la garde de nuit; (1971 en 12, 1972 en 10)
- la réduction de la garde de nuit; (1971 en 12, 1972 en 10)

MOBILISATION !

Sommaire

ARMEE :

rassemblement le 15 février p. 4
IDS : « l'essentiel, garder l'offensive » p. 5

POLITIQUE :

PC-PS : quand passent les sirènes p. 6
CFDT : l'efficacité dans la diversité p. 7

FEMMES :

Marmande : la morale en question p. 8
être femme et militer p. 9

SOCIAL :

LIP : l'heure grave p. 10
justice : la fièvre du barreau p. 11
la rénovation urbaine, pour qui ? p. 13

ETUDIANTS

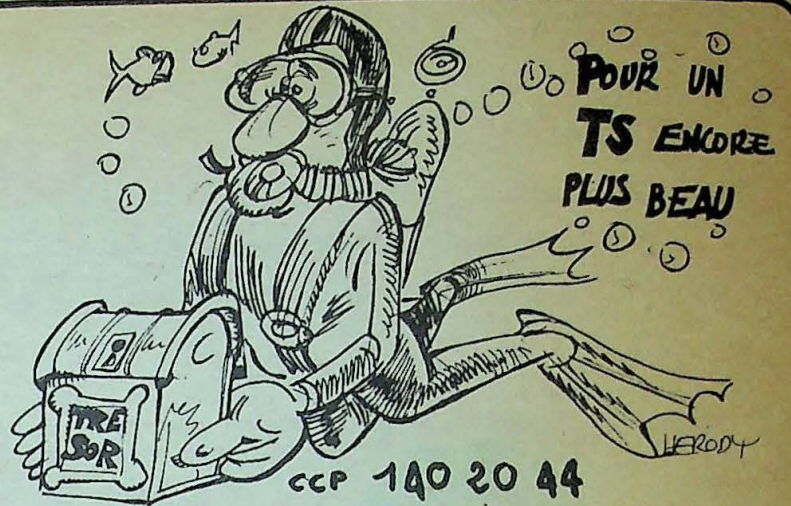
élections universitaires p. 12

INTERNATIONAL :

Liban : quelle paix p. 14
PS d'Europe du Sud : « aggiornamento » ? p. 15

CULTURE

la Cecilia : révolution en vase clos p. 16



Ils veulent un nouveau TS, ils l'ont prouvé, selon leurs moyens. C'est ensemble que nous y arriverons et pas autrement.

Cette semaine :	E.S. - Lessac	40 F
Bureau Fédéral Gironde	Section Maisons-Alfort	300 F
une cellule entreprise - Bordeaux	R.L. Grenoble	150 F
une cellule santé - Bordeaux	J.V. Grenoble	75 F
M.B.	L.L. - St Médard en Jalles	50 F
Section de Niort	Section des Andelys	300 F
Fédération de la Corrèze	B.F. - Villers Cotteret	50 F
Sympathisante Guadeloupe	anonyme Limoges	500 F
M.F.B. - Amboise	Soit un total de	5 4331 F 45
F.G. - Laugon		

Un nouveau TS ! Une nouvelle formule ! Oui ! Mais rien ne peut se faire sans crédits ! Nous n'avons d'autres ressources que les vôtres !

Calendrier politique

Meetings PSU

- Le 31 janvier à Châlons-sur-Marne avec Huguette Bouchardeau.
- Le 31 janvier à Lille avec Geneviève Petiot
- Le 4 février à Normale Sup avec Pascal Gollet
- Le 7 février à Villiers-sur-Marne avec Geneviève Petiot.

Désobéissance civile

Un « journal » sur la désobéissance civile se monte à Chambéry. Tous les camarades de la région intéressés par cette expérience et susceptibles de donner des informations au « journal » peuvent écrire à Jacques Varret et Brunot Goguet, 70, rue Croix-d'Or, 73000 CHAMBERY. Si vous souhaitez l'anonymat précisez-le.

Espagne

Le Comité Espagne du 17e organise un débat après la projection d'un film d'actualité sur l'Espagne, le lundi 2 février à 20 h 30, 47, rue de Saussure Paris 17e - M° Villiers.

dernier hommage

La fédération des Alpes-Maritimes est en deuil. Le 8 janvier Rosette Villain s'est éteinte à l'hôpital Pasteur de Nice. Militante du Parti depuis sa fondation elle a été de toutes les luttes menées par le PSU. Elle avait mis notamment son inlassable dévouement au service des travailleurs immigrés. Sa disparition laisse un grand vide et tous ses camarades tiennent à lui adresser un dernier hommage.

Un anniversaire !

Le numéro 100 de PSU-Documentation vient de paraître. Un événement ! Depuis novembre 1968, régulièrement, une dizaine de fois par an, le service national de formation a fait paraître un nouveau numéro de PSU-Documentation. Récemment, grâce à son succès, la formule a pu être améliorée.

Plus il y aura d'abonnements, plus l'assise financière et la qualité de la brochure s'amélioreront. A tous ceux qui s'abonnent à l'aide du bulletin ci-dessous (30 F pour 20 numéros), PSU-Documentation, à l'occasion de son centième numéro, offrira en cadeau un lot de tous les numéros disponibles jusqu'à la nouvelle formule :

— Sur le mouvement politique de masse ; la police dans la lutte des classes ; Rosa Luxemburg ; la crise du système monétaire internationale ; le mouvement révolutionnaire à l'Université ; le recrutement ; quand les patrons vont à l'école ; sionisme et libération palestinienne ; sur la question agraire ; le PSU analyse le rapport Sudreau.

Soit un cadeau de 23 F. Alors, remplissez le bulletin, joignez un chèque de 30 F.

PSU - DOCUMENTATION : ABONNEMENT

Nom :
Prénom :
Adresse :

A adresser à Editions-Syros, 9, rue Borromée 75015 PARIS - CCP : 19 706 28 PARIS. L'offre est valable dans la limite des numéros disponibles.

Quand les fascistes se rebiffent

Dans la soirée de dimanche 11 janvier un cocktail molotov placé devant la porte du local du PSU de Nice a provoqué des dégâts matériels et un début d'incendie qui a nécessité l'intervention des pompiers.

Une telle agression survient au moment où le parti développe une campagne importante sur l'armée. A Nice, dans la nuit du 9 janvier, des camarades ont fait un collage dans les quartiers habituellement réservés à l'extrême droite : les nazillons du coin en écument de rage.

Ajoutez à cela les actions menées par le MARC et la CFDT sur les lycées de la ville, jusque là sous le contrôle des jeunes fascistes qui font régner la terreur.

Nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Pour nous la campagne sur l'armée et la libération des emprisonnés continuera et s'élargira. La fédération PSU (06) lance une souscription pour financer les frais du procès qu'elle intente aux bandes armées de la bourgeoisie et pour payer les dégâts matériels qu'elle vient de subir.

Envoyez vos dons à Marimot J. CCP 14 842 08 PARIS, mention : local PSU 06.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMCEN

Ont collaboré à ce numéro : J. Allée - H. Bouchardeau - S. Depaquit - O. Dhavernas - J. Jullien - V. Leduc - C. Mauroux - C. Najman - G. Perrin - S. Ruel - Y. Sparfel - F. Turquan - C.M. Vadrot

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Cinéma 76

N° 206 ● Février

OU EN EST LE CINEMA QUEBECOIS ?

Entretiens avec :
ROSSELLINI
RENAUD VICTOR
GERARD DEPARDIEU
CHANTAL AKERMAN

L'INDEX 75

LES DIX MEILLEURS FILMS DE L'ANNEE

en vente partout : 8 F

une confirmation



Rechercher TOUTES les possibilités d'actions unitaires

Après la rupture du 15 décembre, on s'est empressé de crier — du Figaro à Rouge et à Politique-hebdo — à l'échec de la stratégie du PSU. Pour Le Figaro, le PSU avait perdu une occasion « historique » de se faire « reconnaître » par les organisations les plus représentatives de la gauche. Sur un registre différent, nos amis de l'extrême gauche faisaient le même constat. Ils en tiraient la conclusion que notre politique d'unité populaire était impraticable et que le PSU devait procéder à une « réorientation ».

L'accord réalisé le 26 janvier aura-t-il pour effet de rectifier ces jugements ? Espérons, du moins, qu'il rendra nos commentateurs plus prudents à l'avenir.

Pour notre part nous enregistrons ce résultat sans aucun triomphalisme, mais comme une confirmation. Le chemin dans lequel le PSU s'est engagé depuis le congrès d'Amiens s'apparente plus à une longue marche qu'à une voie royale. Il ne se confond ni avec la recherche de l'unité à tout prix, ni avec le refus systématique d'accords au sommet avec des organisations dont nous critiquons par ailleurs l'orientation et la stratégie. Ce qui nous importe avant tout, c'est le progrès de la prise de conscience dans les masses, le développement d'une véritable unité d'action autour des objectifs que nous défendons.

De ce point de vue, l'affaire des syndicats de soldats est exemplaire. D'abord par la jonction qu'elle a permis de réaliser sur le terrain des revendications et de la lutte contre le pouvoir entre une partie du mouvement ouvrier et une catégorie de « non-citoyens » institutionnellement isolée des masses populaires et dont la mission la plus claire est de réprimer « l'ennemi intérieur ». C'est un début de réalisation de notre objectif de contrôle populaire sur l'armée. Ensuite, par le caractère de plus en plus large que prend la lutte contre la répression. Ceux qui avaient refusé le 15 décembre d'exprimer leur solidarité aux emprisonnés et aux organisations syndicales et politiques frappées par le pouvoir, en sont venus aujourd'hui à réclamer avec nous, non seulement la libération des militants encore détenus, mais encore la cessation des poursuites et la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, en abandonnant toute condamnation et toute référence, même implicite, à « l'amalgame » avec les activités antimilitaristes de groupes « minoritaires ».

Ce revirement n'est pas seulement dû à la révélation par les avocats du vide des dossiers. Celle-ci n'a fait qu'ajouter à la pression exercée par les militants des organisations « responsables », sensibles à l'action menée avec le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Ainsi se vérifie la possibilité d'élargir la sphère de l'unité lorsque déjà sont prises des initiatives sur une base unitaire. C'est pourquoi le PSU continuera à la fois d'appuyer l'action du Comité national, en particulier dans la mobilisation pour la marche nationale du 15 février, et de rechercher toutes les possibilités d'action unitaire avec l'ensemble du mouvement ouvrier.

Dire que l'affaire des syndicats de soldats est exemplaire, c'est dire que nous avons à en tirer des leçons pour l'ensemble de notre lutte. L'année 1976, nous le savons déjà, sera marquée par l'aggravation du chômage, la régression du pouvoir d'achat et, corrélativement, l'accentuation de la politique répressive du pouvoir.

Les problèmes de la contre-offensive des masses populaires et de l'alternative politique se poseront avec d'autant plus de force que l'on approche d'échéances politiques importantes.

L'épreuve que vient de subir notre parti l'aura mieux préparé à développer et à rendre concrète, au travers de toutes ces batailles, cette idée que nous venons de réaffirmer avec la CFDT : « seules les perspectives du socialisme autogestionnaire offrent une réponse adéquate et une alternative crédible face aux problèmes vécus par les travailleurs et la population ».

Victor LEDUC

Communiqué du bureau national du 26 janvier 1976

Le PSU se félicite de l'accord intervenu entre les sept organisations au cours de la réunion du lundi 26 janvier.

Il constate que cet accord retient les objectifs sur lesquels a porté son action dès les premières mesures répressives du pouvoir contre le mouvement des soldats et contre les militants qui l'ont soutenu et notamment : la libération immédiate des emprisonnés, l'arrêt des poursuites et la levée des inculpations, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat.

Cette déclaration commune doit être le point de départ d'une vaste campagne unitaire permettant de mettre en échec la politique du pouvoir et lui imposant le respect des libertés démocratiques, y compris dans l'armée.

Le P.S.U. appelle tous ceux qui l'ont soutenu dans son action à participer à cette campagne.

15 FEVRIER, 10 H, PLACE DE LA REPUBLIQUE A PARIS :

Marche nationale pour la libération des soldats et militants emprisonnés

Le 1er février une première centralisation nationale permettra de comptabiliser le nombre de signatures déjà collectées au bas de l'appel du Comité national de soutien. Mais d'ores et déjà les premiers résultats acquis permettent de s'attendre à un grand pas en avant vers l'objectif fixé d'un million de signatures.

Ensuite il restera 15 jours pour une mobilisation de tous les instants. Porte à porte, panneaux sur les marchés, pétitions dans les ateliers, les bureaux, les classes... pour arriver au million, pour collecter des fonds et pour organiser des départs collectifs sur Paris. Déjà de nombreux comités locaux ont prévu de louer des cars, d'autres réservent des wagons SNCF, d'autres encore préparent des caravanes de voitures...

Alors, à pied... à cheval... en voiture...

Tous le 15 à Paris !



ooo L'ALGÉRIE,
ET CELLE-CI,
LA PLUS BELLE,
LA CAMPAGNE
DE DÉMORALISATION ooo

Ecrivez-leur

Depuis deux mois, huit camarades restent emprisonnés pour « atteinte au moral des armées ». Leur écrire constitue un acte politique de solidarité. Mentionner détenu politique, Cour de sûreté de l'Etat.

Prison de la Santé : 42, rue de la Santé 75624, CEDEX 14 : JULLIEN Bertrand n° 182448 - Cellule 77 D 1 - HOUSSIN Yann n° 182408 - bloc 1 - cellule 1.

Prison de Fresnes : avenue de la division Leclerc 94251 - FRESNES : JUSSIAUX Gérard n° 652163 - cellule n° 6 - Div. 3 - STAMBOULI Jacques - OGER Michel - TOUATI Ali

Prison de Fleury-Mérogis : 27 avenue des Peupliers 91700 - Sainte-Geneviève-des-Bois : BAUDOIN Claude n° 49664 - M 3 2 J D 5 - MARCOUX Maryvonne n° 1 387 - C 6 D 5 E Prison de femmes.

A retenir...

Mardi 10 février à 20 h à la Mutualité deux débats parallèles organisés par Information pour les Droits du Soldats (IDS) :

- la liberté et le syndicalisme militaire avec Madeleine Rébérioux (Ligue des droits de l'homme), un magistrat syndiqué, un membre d'IDS de Besançon, Claude Weidman (de Chaumont), Jean Rabaut (auteur de « L'antimilitarisme en France »), Michel Abrahamian (syndicaliste au PTT, signataire de l'appel des 100), Denis Berger (CDA).

- l'armée en crise : avec Alain Joxe, Pierre Naville, J.P. Phélouzat (BN d'IDS), Jean Planchais (journaliste au Monde), le capitaine Delas, le général de la Bollardière, J.J. de Felice (MAJ), Alain Robs.

A 23 h : déclaration de Vincent Sargel (secrétariat IDS) sur les perspectives du mouvement des soldats - Déclaration d'un inculpé.

Lettre à Dominique Bertin

Dominique Bertin postler au centre de tri d'Austerlitz, syndiqué CFDT soupçonné d'être un des animateurs du comité de soldats de Sedan, a été mis aux arrêts pour 60 jours.

Cher Camarade,

Nous t'envoyons ce petit mot pour montrer que le mur du silence dressé entre les bidasses et les civils commence sérieusement à se fissurer et que le mot d'ordre : « soldats, travailleurs, unis vaincront ! » est désormais d'actualité.

Nous sommes entièrement solidaires de l'action des appelés dans les casernes et nous pensons que, comme le prévoit la Constitution (ce qui n'est pas une référence, d'ailleurs), les appelés et les engagés doivent avoir le droit à la liberté d'information, d'expression, de réunion et d'association. Ils doivent aussi pouvoir présenter des revendications à la hiérarchie militaire et avoir le droit de défendre ces revendications.

D'autre part, nous pensons que l'armée doit être au service de la classe ouvrière et non au service de la bourgeoisie, comme le montre l'armée qui brise les grèves des postiers, des éboueurs, etc. D'autres, parmi nous, pensent qu'il ne faut plus d'armée du tout...

La hiérarchie militaire t'emprisonne, car à ses yeux, tu es un homme dangereux et irresponsable. Cette hiérarchie ferait mieux d'emprisonner son propre chef qui n'est autre que Bigeard cet imbécile dangereux qui s'est si bien illustré en Algérie pour avoir assassiné et torturé sauvagement des hommes et des femmes.

En espérant que ton moral est bon ! Vive le syndicat de soldats ! Amitiés syndicalistes, antimilitaristes et révolutionnaires !

Union locale CFDT d'Auxonne
Section PSU d'Auxonne

Les boutiquiers

Après certaines velléités autocritiques, nos camarades de la LCR semblent depuis quelques mois revenir à leurs démons familiers : la « guéguerre » intergroupusculaire et le débat « idéologique » sur des têtes d'épingle. La cible est maintenant le PSU et les numéros de Rouge ne sauraient laisser échapper une occasion d'engager une nouvelle querelle.

La semaine passée un article de Révolution a voulu apporter sa pierre à l'entreprise. L'inquiétant est que cette polémique prend de plus en plus prétexte des activités du Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Nous savons que ce type de pratique politique a conduit au discrédit, puis à la dislocation du Secours rouge. Devons-nous aujourd'hui ré-éditer une expérience similaire ?

Répétons une fois de plus que le PSU est disponible pour des débats politiques clairs avec les organisations d'extrême gauche. Mais ceux-ci doivent porter sur des questions de fond et se dérouler entre organisations soucieuses du développement de perspectives unitaires pour l'action. Les querelles de boutique et la « pêche à la ligne » chez le voisin ne nous intéressent pas. Au moment où doit se développer l'unité contre la répression nous tenons ces pratiques pour nuisibles et démobilisatrices et les combattons en tant que telles.

S. DEPAQUIT

« L'essentiel : garder l'offensive... »

TS — Pourquoi cette offensive du pouvoir et pourquoi maintenant ?

Vincent Sargel — Le recours à la Cour de sûreté de l'Etat, qui bien entendu ne réglera en rien la crise de l'armée, a marqué un changement d'attitude radical du pouvoir vis-à-vis du mouvement des soldats et de ceux qui les soutiennent. Jusqu'alors, la thèse officielle était celle des « meneurs ». Il suffisait de mettre au trou, d'isoler, de muter, de punir.

Mais l'événement de Besançon a cristallisé la nouvelle situation et l'a rendue publique : les soldats développent des objectifs de lutte responsables, au travers d'un mouvement de masse réel, en s'organisant démocratiquement malgré la terreur des casernes ; cela ne peut plus être ignoré. Mais sur l'essentiel, les soldats de Besançon et de Chaumont ont exprimé par les faits une stratégie qui s'appuie sur deux piliers : l'**auto-organisation dans les casernes**, c'est-à-dire la perspective du syndicat de soldats, et le **lien organique**, fondamental, de ces luttes avec le **mouvement ouvrier**, que Jussiaux et Piaget illustraient de façon significative. Cette attaque d'ampleur veut empêcher le renforcement de ce lien « travailleurs civils et travailleurs sous l'uniforme », et limiter la généralisation de la crise institutionnelle de l'armée. Et sur ces points, les contradictions sur lesquelles se développent ces phénomènes sont trop profondes, pour que la répression apporte une quelconque réponse. Nous ferons sortir tous nos camarades de prison, par la poursuite de la bataille unitaire engagée dans ce sens.

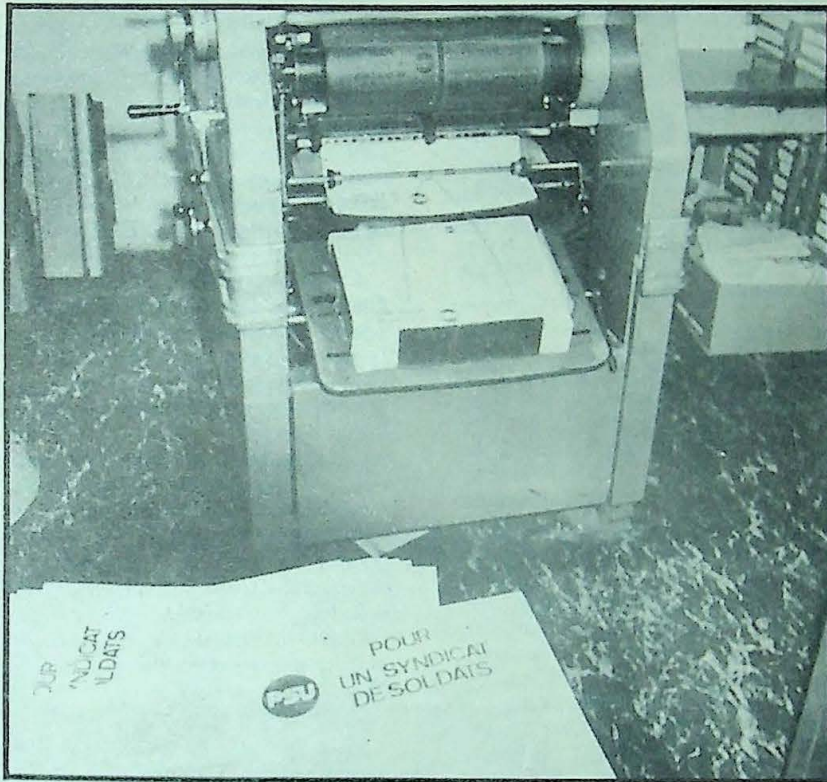
TS — Depuis Besançon, la presse vous a prêté un rôle de premier plan dans l'organisation du mouvement des soldats ; B. Jullien est toujours incarcéré ; comment cette audience s'est-elle renforcée ?

VS — Au delà de toute conception policière du mouvement de masse (« c'est IDS (1) qui a fait le coup ») qui est la seule que Gallut, Chirac, et une certaine presse puissent développer, il est réel que nous avons joué un certain rôle dans les récentes initiatives des soldats. Nous ne sommes pas des manipulateurs, nous sommes profondément ancrés dans le mouvement au sein des casernes.

Je crois que nous avons su avoir un rôle fonctionnel dans ce mouvement en tendant à son auto-organisation, sans brusquer ses rythmes propres, et une stratégie qui correspond à ce que les comités de soldats souhaitent construire. Comme pour tout mouvement social, ce sont les intéressés eux-mêmes qui tranchent les débats. Les soldats de Besançon nous ont reconnus comme porte-parole, nous avons assumé ce rôle. C'est notre conception de la responsabilité ;

inorganisés, avec la sympathie du Mouvement d'action judiciaire, du Syndicat de la magistrature de la CFDT et jusqu'au syndicalisme étudiant (MARC, qui joue un rôle actif au sein d'IDS) ; les récents événements ont même fait penser à la LCR qu'il était temps pour elle d'amorcer un rapprochement vers nous, ce qui témoigne d'une interrogation nouvelle.

TS — IDS limite-t-il son attention et son action au mouvement



car que penser d'organisations qui sont pour les comités de soldats et font beaucoup pour limiter leur expression autonome ?

Notre champ d'intervention se veut large et équilibré : **socialement**, nous jouissons d'une fonctionnalité qui nous permet d'être partie prenante organique des comités, d'une part, et d'autre part, nous pouvons nous féliciter d'une audience notable dans le mouvement ouvrier. Cette situation-charnière nous donne une responsabilité qui nous permet de développer sur des bases concrètes le lien « soldats travailleurs ». **Politiquement**, nous représentons un courant d'idées large, qui s'étend de certaines franges du PS qui sont simplement conséquentes avec le soutien aux comités de soldats, jusqu'au PSU, en passant par des

des comités de soldats tel qu'il se manifeste aujourd'hui ?

VS — Nous sommes attentifs au mouvement social dans l'armée, nous souhaitons que ce corps qui aime vivre à l'ombre (sauf les 14 juillet) soit soumis au contrôle de la société, comme il en est des autres services publics. Car nous pensons que certains secteurs de l'armée sont porteurs, eux, d'un véritable « complot ». L'amiral Sanguinetti, auquel nous laissons la responsabilité de ses positions, vient d'être sanctionné, après d'autres, moins spectaculaires. L'institution est entrée dans une crise durable. L'offensive, aujourd'hui, est le mouvement du contingent, moteur actif du débat ; mais cette crise le dépasse largement, et nous devons en tenir compte. La question de fond, c'est : « Quelle

armée ? Pour quoi faire ? ». C'est celle que nous poserons à notre meeting le 10 février à la Mutualité, avec des personnalités aussi diverses que la Bollardière, Delas, De Felice, des syndicalistes, des militants du PSU, la LCR et d'anciens soldats. Je pense que la maturation du débat passe, aussi, par ces discussions.

TS — Où en est le mouvement dans les casernes et quels éléments mettez-vous en avant pour faire avancer son expression et son écho civil ?

VS — Le mouvement se bat aujourd'hui, c'est évident, dans des conditions plus difficiles ; la répression se fait plus sourde, plus envahissante ; brimades mesquines, comme toujours. Par exemple, dans certaines unités, on a rétabli le port de la tenue militaire pour le quartier libre en ville, ce qui permet de repérer toutes les allées et venues. Mais il est notable que très peu de comités ont été démantelés ; un certain repli tactique, mais les structures, pour l'essentiel, restent intactes. A cela, il faut ajouter la fonction contradictoire de la répression qui, en même temps qu'elle intimide, rapproche de nouveaux soldats de l'idée de la lutte ; ainsi, on a vu la constitution de nouveaux comités. Le mouvement ne semble pas démoralisé.

Notre proposition d'ensemble reste celle que nous formulions voilà un an à notre conférence de Suresnes : la construction du syndicat de soldats a un point de passage obligé, qui exprime la nécessaire cohésion du mouvement à l'échelle nationale, le besoin de discussion et d'organisation démocratique ; cette perspective est celle d'**Etats Généraux des soldats, marins et aviateurs**, dont l'échéance n'est certes pas immédiate, mais que nous affirmons comme objectif intermédiaire. Les comités ont avant tout besoin d'homogénéisation : comme dans les entreprises, le niveau de conscience, l'expérience collective des luttes, l'élaboration du programme revendicatif s'expriment sous des formes diverses, et le débat, la coordination, sont essentiels pour porter ces luttes à un niveau supérieur. Mais ces Etats Généraux ne se tiendront valablement qu'avec un soutien civil puissant, en premier lieu dans le mouvement syndical... L'essentiel est de garder l'offensive.

(1) IDS : Information pour les droits du soldat.

Récemment parus

Le soldat

Des échos des casernes, le point sur le mouvement de lutte dans l'armée, une lettre de Bertrand Jullien, des articles sur la répression...
prix 2 F — Toute commande groupée : 1 F 50

La lutte pour un syndicat de soldats

Une brochure d'IDS aux Editions Maspero.

● Introduction : lutte pour les droits démocratiques et crise de l'armée. (N. Baby - C. Belrose.)

- Tribunes libres sur Besançon et la lutte pour les Etats généraux.
- Interview d'un responsable du VVDM (Syndicat des soldats néerlandais).
- Documents : appel de Besançon, de Chaumont, des officiers, sous-officiers et engagés réunis à Paris le 30 novembre, déclaration du VVDM, textes de la CFDT, de la CGT...

prix 5 F - Toute commande groupée : 4 F

Passez vos commandes à : IDS - BP 112-75825-Paris-Cédex 17.
En vente à SYROS 9, rue Borromée Paris 75015

quand passent les sirènes...

Le virage pris par le PCF sur l'usage des libertés en régime socialiste et la dictature du prolétariat, a contribué à la fois à donner aux communistes français une image plus démocratique et rassurante, et à renforcer la crédibilité de la gauche sur la question des libertés.

Pour le parti socialiste comme le révèle le rapport de Lionel Jospin, il présente des aspects à la fois positifs et négatifs. Positifs, par rapport à sa stratégie actuelle. Négatifs, car l'évolution du PCF — même si elle ressort de la pure tactique — atténue la différenciation entre les deux partis et réduit la portée des arguments qui faisaient du renforcement du PS la garantie du respect des engagements démocratiques par la gauche arrivée au pouvoir.

Cet aspect de la question est abordé à travers la critique de l'Union du peuple de France ; critique pertinente sur le plan théorique, où l'on retrouve curieusement ce que le PSU a souvent eu l'occasion d'en dire. Mais derrière la théorie pointent des préoccupations plus tactiques, sur le sort réservé à l'allié socialiste dans cette stratégie — sur la possibilité de susciter des tensions internes au PCF. On peut prévoir que la concurrence entre les deux principaux partis de la coalition du Programme commun ne va certainement pas s'atténuer dans les mois qui viennent ; elle se développera sur un mode nouveau, avec moins d'invectives, sur un ton plus calme. Le PCF, tout en continuant à se présenter comme un parti révolutionnaire et « le » parti ouvrier, dispose maintenant d'une plus grande latitude d'action pour tenter de contrebalancer l'accroissement de l'influence du PS.

A droite, le tournant du PCF suscite des inquiétudes. Brandir le vieil épouvantail du totalitarisme et de la terreur communiste va être certainement plus difficile. Il sera plus malaisé de sélectionner dans l'union de la gauche les méchants, rejetés dans les ténèbres de « l'anti-France », et les bons, susceptibles d'être associés à la coalition gouvernementale.

L'hypothèse d'un élargissement de celle-ci au PS, envisagée en 1974 par certains représentants du pouvoir actuel, n'est plus concevable aujourd'hui. Comme l'a dit avec une touchante franchise François

Mitterrand, « les socialistes qui pourraient être tentés par les offres de la majorité sont des socialistes opportunistes et les opportunistes choisissent toujours le camp de la victoire. Comme ils sentent que le vent souffle du côté socialiste, cela raffermira leurs convictions... » Si nous pouvons diverger avec Mitterrand sur le pourcentage d'opportunistes présents au PS, son analyse est juste — même si elle révèle par ailleurs ce qui motive les préoccupations stratégiques de bon nombre des membres de son parti...

Parce qu'ils pensent que le pouvoir est à leur portée — même dans le cadre d'une solution de centre-gauche où ils constitueraient la force principale — les socialistes resteront sourds au chant des sirènes giscardiennes. L'appel du pied fait aux socialistes par les partis de la majorité — sous le contrôle direct de Giscard — permettra éventuellement de régler le cas de certains d'entre eux, marginaux, et surtout de radicaux de gauche qui le sont nettement moins. Mais il ne peut guère avoir d'autres effets. Le PS veut apparaître comme l'alternative, et non la force d'appoint d'un pouvoir qu'il juge en difficulté. Cette attitude s'appuie sur une forte croyance dans un changement du rapport de forces au cours des prochaines échéances électorales.

Les socialistes français ont eu à résister à d'autres sirènes. Les grands partis de la seconde Internationale (1) (le Labour et surtout le SPD d'Helmut Schmidt) ont tenté d'obtenir de leurs « partis-frères » la condamnation de l'alliance avec les partis communistes, lors de la récente conférence d'Elseneur. Cette volonté découle du soutien apporté à la politique européenne des Etats-Unis par ces partis qui, disposant d'une influence prédominante dans la classe ouvrière de leurs pays respectifs, pratiquent une politique d'aménagement et de gestion de la société capitaliste, fondée sur la collaboration de classes. Le raidissement de leur posi-

tion correspond aux inquiétudes américaines, à la crainte de voir les partis communistes d'Italie et de France participer au gouvernement après s'être soumis aux règles de la démocratie bourgeoise : une situation qui ne manquerait pas d'affaiblir l'Alliance atlantique, même intégralement maintenue, et l'influence américaine dans son fief ouest-européen. Grâce à l'opposition des partis social-démocrates engagés dans une stratégie frontiste et à la neutralité observée par des social-démocraties neutralistes ou (dans le cas de la Suède) qui se maintiennent au pouvoir grâce au soutien communiste, l'objectif de Schmidt n'a pu être atteint.

Cet échec marque une nouvelle étape de la décomposition du bloc social-démocrate constitué pendant la guerre froide. La dissociation du bloc communiste est une des raisons de cette décomposition : l'évolution de certains partis communistes de masse vers une stratégie néo-réformiste, leur distanciation vis-à-vis de l'URSS, ouvrent de nouvelles perspectives tactiques à des partis social-démocrates « condamnés » il y a vingt ans aux solutions de troisième force ou à l'alliance avec la droite, et que cette politique a lentement usés et affaiblis.

Mais ces perspectives sont davantage considérées comme des alternatives possibles dans les alliances de la social-démocratie, liées au rapport de forces avec les partis communistes. C'est pourquoi la tentative du PS français de se poser en « leader » d'un courant socialiste frontiste en Europe du Sud n'a pas réussi, au moment où Mario Soares s'entretenait avec Kissinger. L'échec de Schmidt n'a pas entraîné, mécaniquement, une « victoire » de Mitterrand. Les socialistes français ont bloqué l'offensive de la droite social-démocrate, pro-américaine, sans pouvoir prolonger ce « succès » en faisant adopter leur stratégie par tous les partis socialistes d'Europe du Sud. Toutes les forces réformistes de cette zone n'entendent pas se voir condamnées à s'allier avec les partis communistes ; elles veulent disposer d'une grande latitude d'action, de la possibilité d'élaborer des combinaisons variées et de nouer des compromis sur plusieurs fronts. Communistes comme socialistes cherchent à peser sur leurs rapports en conservant — au moins comme une menace — la carte d'un autre compromis possible sur la droite. En France, cette carte est beaucoup plus crédible du côté socialiste. Elle peut lui profiter. Il est moins sûr que ce jeu dangereux profite à la gauche dans son ensemble.

François TURQUAN

(1) Voir par ailleurs l'article de M. Najman p. 15.

Le philosophe et la politique

Avec l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, Etienne Balibar, l'un des élèves d'Althusser, co-auteur de Lire le Capital, craint un « tournant radical » du PCF.

Il réaffirme la nécessité, pour le passage au socialisme, de « la destruction de l'appareil d'Etat existant, qui ne saurait fonctionner tel quel au service des travailleurs ».

Guy Besse, membre du Bureau politique, répond par une fin de non-recevoir, accuse Balibar de s'en tenir à une question de « mots », préférant toutefois celui de « démocratisation » à celui de « destruction » de l'appareil d'Etat, et va jusqu'à le suspecter d'« antisoviétisme » pour l'expression « malheureuse » de dictature « sur » le prolétariat.

L'intervention de Balibar est en fait le signe de l'échec patent d'un projet politique : celui qui réunissait, au début des années 60, autour d'Althusser, traumatisé par l'expérience stalinienne, un certain nombre de jeunes intellectuels désireux, par un « détour théorique », d'opérer un retour à Marx par delà la période stalinienne, un détour qui fût capable d'en éclairer la genèse et d'en produire une critique « de gauche » et susceptible d'aider à rectifier ainsi le cours politique des partis communistes européens.

Aujourd'hui, avec l'abandon de la référence à la « dictature du prolétariat », et l'accent mis par le projet de résolution, aux dépens de toute analyse théorique et politique sérieuse, sur le bonheur, la liberté, la démocratie, la justice en général en tant que « thèmes idéologiques universels », comme dit Balibar, l'« althusserisme » reçoit le coup de grâce.

L'« althusserisme » avait le mérite de parfaire l'image du Parti, et surtout d'arrondir le pécule d'adhérents et de militants à l'Université. L'appareil et l'habitude se chargeront par la suite de reprendre ces derniers en main. Son rôle historique est aujourd'hui terminé.

Et le « détour théorique », en dépit des intentions initiales de ses auteurs, fait du même coup figure de diversion. Pour n'avoir pas voulu parler politique à temps, ou plutôt pour n'avoir voulu parler politique qu'à travers le voile épais de la « philosophie marxiste », Althusser fait aujourd'hui plus que jamais figure... d'hérétique !

Pour redonner vie et sens aux concepts essentiels du marxisme, pour définir les formes concrètes que pourraient prendre aujourd'hui, dans un pays capitaliste développé, la destruction de l'Etat et la dictature du prolétariat, le recours à la seule théorie et aux seuls textes sacrés ne suffit pas. Le recours au seul « mot » d'autogestion et à la seule intuition empirique non plus, d'ailleurs. La nécessité d'avancer, afin de répondre aux questions de la période qui portent sur le contenu et la finalité du socialisme, sur la voie d'un programme de transition n'en apparaît que plus urgente.

G. P.

erratum

Le texte de Victor Leduc que nous avons publié dans TS de la semaine dernière sous le titre « le gouvernement des producteurs eux-mêmes » est extrait de Le marxisme dans le combat pour l'autogestion socialiste, conférence faite pour l'inauguration du Centre de formation populaire pour le socialisme et éditée aux Editions Syros - Prix 2 F - commande à partir de 10 - 9, rue Borromée 75015 PARIS.

l'efficacité dans la diversité

« Les questions sur l'armée ne sont pas les priorités de l'action syndicale mais un des problèmes dans la bataille des libertés » affirmait M. Rolant dans la conférence de presse convoquée pour présenter les travaux du Conseil national de la CFDT des 21-22-23 janvier. La CFDT a voulu ainsi montrer que, malgré la répression du pouvoir, les dérobades des partis signataires du Programme commun et de la CGT, elle conservait sa position de principe : reconnaissance du libre exercice des droits constitutionnels à l'armée. Dans la résolution générale votée lors de ce Conseil national, elle exige la libération des emprisonnés, la levée des inculpations et la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat. Elle estime également avoir montré la vraie nature de la provocation gouvernementale et l'avoir mise en échec.

Le rapport introductif à ce Conseil national tirant le bilan de l'action sur l'armée, soulignait en effet la volonté patronale et gouvernementale de briser la CFDT et de faire diversion dans la période de crise actuelle, donc de mécontentement des travailleurs. Il analyse les réactions des autres forces de gauche et de la CGT de manière très critique. Mais il critique également la position du PSU qui a rompu les négociations avant la manifestation du 18 décembre, comme seulement guidée par le souci de profiter de l'élan de solidarité. Rappelons simplement au rapporteur que la solidarité ne se marchande pas. Le PC, le PS et la CGT l'ont marchandée lors de cette réunion unitaire. Comme la CFDT avait riposté sans eux le 5 décem-

bre, le PSU a pris la décision d'agir seul le 18 décembre. Cette critique de l'analyse du PSU n'est pas gratuite : de nombreux militants CFDT et PSU ont réagi très souvent de la même manière lors de ces événements. Cela a gêné certains militants responsables CFDT. Mais ce n'est pas le plus important. Les batailles communes laissent des traces et les travailleurs sauront tirer les leçons de ces événements en dehors des crispations conjoncturelles.

C'est essentiellement sur la riposte à organiser dans la crise actuelle, contre la politique du pouvoir, que ce Conseil national a eu à débattre. L'accord essentiel s'est fait sur l'analyse de la crise : c'est bien celle de la société capitaliste, de ses valeurs, de son ordre social,

de son appareil d'Etat. Selon le rapport introductif, il s'agit donc bien d'une crise du système à laquelle il ne suffirait pas d'apporter des replâtrages pour le faire fonctionner au service des travailleurs. Sur l'ensemble de cette analyse de la crise, l'accord n'a jamais été aussi grand dans la CFDT. « Mais l'essentiel de la crise est devant nous » disait Michel Rolant, lundi matin.

Comment la CFDT se prépare-t-elle à assumer les échéances des mois à venir du point de vue de la lutte de classe ? Le Conseil national a mis en avant six objectifs revendicatifs : l'emploi, le pouvoir d'achat, la durée du travail, les conditions de travail, la Sécurité sociale, les libertés. Un accord très large sur ces axes prioritaires a été obtenu au CN. Il ne semble pas que tel a été le cas, lors du débat sur les formes d'application. Un vote a eu lieu sur le fait de savoir si on laissait le soin aux organisations fédérales et aux syndicats de donner leur contenu propre à ces objectifs ou si ce contenu devait être défini au niveau confédéral. Hormis qu'il recouvre la vieille opposition action interprofessionnelle — action professionnelle, ce débat recouvrait le désir de certains de voir la confédération apparaître comme plus com-

bative au niveau national et de ne pas donner l'impression d'attendre les élections.

Ce n'est pas en tout cas le vœu de la résolution générale votée au CN qui affirme : « le socialisme démocratique et autogestionnaire est la seule issue positive et durable à la crise du système. Il ne s'imposera comme une alternative concrète à la situation d'aujourd'hui que s'il apparaît bien comme le prolongement nécessaire à notre action de tous les jours ».

C'est une CFDT qui veut éviter d'apparaître divisée, isolée, voire manipulée ou minoritaire que révèle ce Conseil national. Mais c'est aussi une CFDT qui veut qu'on ne puisse pas l'accuser de gauchisme. Doit-elle pour cela céder à la « chasse aux sorcières » ? Les responsables confédéraux ont dit « non ! simplement un souci de plus grande démocratie et de meilleur fonctionnement ». Ce souci est louable. La CFDT a donné très souvent, notamment sur l'armée, la preuve que les influences partisans d'où qu'elles viennent n'entamaient pas la capacité de ses organisations à être au premier plan de la lutte de classe.

Toutes les luttes depuis la rentrée l'ont montré. Le CN le confirme.

François GYR



Le comité de chômeurs du XV^e arrondissement de Paris a tenu, lundi 26 janvier, sa première conférence de presse, dans les locaux de l'ANPE. La police, appelée par le directeur de l'agence, n'est intervenue qu'après la fin de la réunion, sans doute en raison de la présence des journalistes, et de la solidarité du personnel de l'agence.

Constitué en novembre 1975 à la suite d'une grève des employés de cette ANPE qui luttait pour la création de nouveaux postes, ce comité se veut autonome, regroupant syndiqués et non syndiqués, et voudrait impulser une dynamique unitaire pour éviter le morcellement fréquent des comités, y compris dans le XV^e arrondissement, en différentes « étiquettes » (CGT, CFDT). Il est déjà soutenu par l'UL-CFDT, et des organisations politiques, dont le PSU. Il lutte pour l'octroi du SMIC pour tous les chômeurs et les 90% du salaire pour tous les travailleurs licenciés, mais aussi pour la gratuité des transports, l'autoréduction des quittances EDF-GDF et des loyers. Il estime en effet que face à la stabilisation prévisible du chômage à plus d'un million de personnes,

et des ressources dérisoires ou nulles dont en fait elles disposent, ces revendications sont vitales pour des centaines de milliers de chômeurs.

Le comité s'est assuré le soutien d'un collectif d'avocats qui entend informer les chômeurs de leurs droits, mais aussi lutter pour leur voir reconnue une protection juridique, notamment contre leurs créanciers. Mais l'important pour le comité est aussi de disposer d'un local accessible, pour tenir des permanences et entretenir le courant de sympathie dont il bénéficie (les premières réunions ont rassemblé une centaine de personnes). L'objectif serait d'imposer le droit d'affichage et de réunion à l'intérieur même de l'ANPE, où toute initiative de ce genre est sévèrement réprimée.

Une première coordination des comités de chômeurs parisiens est prévue pour le 30 janvier. Il est prévu d'interpeller le Conseil de Paris, pour obtenir, comme à Toulouse, la gratuité des transports pour les chômeurs.

Marmande :

La morale en question

Au lycée de Marmande (Lot-et-Garonne) comme ailleurs, la normalisation se met en place. Est-ce un effet du hasard si, en l'espace de quelques semaines, l'attaque arrive de tous les côtés à la fois : démographie en baisse, procès à Aix-en-Provence contre le MLAC. Les prises de position du Vatican pour rappeler à l'ordre les brebis égarées viennent à point nommé pour renforcer cette contre-offensive.

● A Marmande, l'APE (Association des parents d'élèves) Lagarde, ex-Armand, ne recule d'ailleurs devant aucune contradiction. Son argument majeur étant que « la famille doit garder un rôle fondamental dans l'éducation », on est en droit de se demander de quoi elle se mêle, puisque les parents avaient donné à leur fille l'autorisation légale d'avorter. Les faits sont d'ailleurs volontairement grossis : peut-on parler « d'épidémie » lorsque 12 élèves, paraît-il, sur 2 500 ont eu recours à l'avortement.

Mais, en même temps, qu'a-t-on fait pour que ces élèves, comme la plupart des mineures, puissent réellement avoir accès à la contraception ? La culpabilisation de l'acte sexuel, l'incompréhension familiale, le manque d'informations officielles dans les lycées, empêchent la majorité des adolescentes de « prévenir » plutôt que de « guérir ». Il est trop facile de prétendre qu'elles préfèrent se faire avorter plutôt que d'avoir recours à la contraception.

L'impossible dialogue sur ce sujet encore tabou, dans un grand nombre de familles, ne favorise pas les démarches nécessaires à l'achat de contraceptifs. Ajoutés à cela, le manque d'information sur la contraception pour laquelle aucune publicité n'est faite et les vieux restes des campagnes destructrices, sont des éléments suffisants pour empêcher les jeunes de savoir ce qui existe, et comment se pratique la contraception.

Alors, devant les faits accomplis et exploités, les moralisateurs, pour se « dédouaner » de leur irresponsabilité, proposent un remède : l'information sexuelle, panacée qui peut tout contenir y compris la répression sexuelle. Le Planning familial a eu l'occasion de la dénoncer (Le nouvel ordre moral de Dominique Wolton).

L'information sexuelle existe officiellement dans les lycées depuis plusieurs années : mais qu'a-t-elle changé ? La plupart du temps, quand les cours ont lieu, ils restent théoriques sur l'anatomie, la reproduction : la sexualité n'est jamais reconnue comme une réalité, elle est toujours moralisée ou culpabilisée. Lorsque cette préoccupation des adolescents est posée trop ouvertement, les APE et l'administration de l'Education font souvent bloc pour couper court aux débats.

D'autre part, la loi Veil, avec ses restrictions pour les mineures, n'a pas résolu le problème de celles qui sont en pleine détresse. Le cas d'Aix-en-Provence n'existerait pas si la jeune fille avait pu avoir recours à l'assistance médicale hospitalière qu'elle était en droit d'attendre.

Information sexuelle certes, mais par qui, comment et pourquoi ? Tant que la société, dont fait partie la famille, refusera de laisser les adolescents vivre librement leur sexualité en ne leur proposant que la répression par l'abstinence, l'information sexuelle ne servira à rien. C'est aux jeunes à la prendre en charge, avec les réalités biologiques et psychologiques qui se posent à eux et le droit à l'épanouissement sexuel sans les risques de grossesses non désirées.

Après un an de la difficile mise en place de la loi Veil pour laquelle nous avons émis bien des réserves quant à son apparent libéralisme, nous ne pouvons oublier qu'elle est révisable au bout de 5 ans. Il fallait s'attendre à une campagne de reprise en main par les éléments les plus réactionnaires de la société bourgeoise.

Il nous faut aussi déplorer qu'au même moment, dans la préparation

de son XXIIe congrès, le PCF fasse référence à l'immoralité, notion éminemment bourgeoise et non marxiste dont ne manqueront pas de s'emparer les défenseurs de l'ordre moral.


En tant que parti révolutionnaire nous devons refuser toute normalisation de la sexualité renforçant les tabous socio-culturels bourgeois qui oppriment et asservissent l'individu. La disparition de l'hypocrisie, qui consiste actuellement à vouloir ignorer la sexualité des garçons et des filles mais à se scandaliser lorsqu'elles sont enceintes, la libération de la sexualité tant qu'elle ne devient pas un moyen de violence, sont autant de pas en avant dans notre combat.

Ce refus de tout conditionnement de la sexualité est un processus irréversible dans notre lutte pour le socialisme, mais aussi après sa victoire.

Jacqueline ALLEE □



Les professeurs du lycée de Marmande distribuent des tracts moralisateurs...



CENTRE
POPULAIRE
DE FORMATION
SOCIALISTE

Prochaines séances :

- Mardi 3 février : la question russe et la 3e Internationale, 19 n, 44, rue de Rennes (Victor Fay)
- Vendredi 6 février : le CO-MECON et son insertion dans le capitalisme mondial (P. Naville) à 19 h, 83 boulevard Arago.

me : un préalable

Femmes du PSU

être femme et militer

Les 10 et 11 janvier s'est tenu à Paris un week-end national du « secteur femmes » du PSU. Les participantes — une soixantaine, venues de plus de trente groupes régionaux, de fédérations, de sections locales ou d'entreprises — se sont demandées où en sont les luttes des femmes et quelle part le PSU peut y prendre.

Dans la bataille actuelle de l'emploi, comment présenter les propositions du parti ? Quel contenu doit avoir « la Charte du droit des femmes à la formation, au travail, au loisir » ?

Le bilan précis de ce week-end, et le travail sur la « Charte », feront l'objet de compte rendus. Nous voudrions aujourd'hui en tirer quelques réflexions sur le premier point.

problèmes quotidiens — les gosses, le ménage — ne sont pas toujours dignes de la réflexion théorique ni de l'action prioritaire.

Dans un parti politique, les femmes ne peuvent accepter de se cantonner dans un « secteur » déterminé qui serait à l'image du rôle traditionnel qu'on leur attribue (famille, enfants, sexualité) ; elles doivent imposer la prise en charge de ces problèmes par l'ensemble du parti.

Ce qui suppose, entre les femmes du parti elles-mêmes, bon nombre de concertations pour que les problèmes qu'elles connaissent, comme l'inégalité devant le travail, le salaire, la formation, le chômage et toutes les formes de pressions spécifiques qu'elles subissent, soient mis en avant par le parti, au même titre que les autres axes de lutte.

Ce qui suppose que les femmes n'aient pas peur de se constituer en groupes, dans le parti lui-même, pour éviter qu'il fonctionne en bon organisme phalocratique, au niveau de la définition des objectifs et du programme, du langage employé, de l'organisation des tâches militantes et des prises de responsabilité. En sachant bien que les mécanismes sexistes ne jouent pas forcément consciemment, mais plutôt par des phénomènes d'oubli et d'habitude.

Ce qui veut dire en clair que le « secteur femmes » doit proposer au PSU une politique féministe comme l'un des éléments de la politique d'ensemble du parti.

Se pose alors la question des liens de ce secteur avec le « mouvement des femmes ». Ce mouvement, en France, on le sait, est diffus et diversifié.

Diffus, parce qu'il ne passe pas forcément et uniquement par des mouvements autonomes de femmes, mais par la présence militante des femmes — sur des objectifs qui leur sont pro-

pres — dans des mouvements à objectifs limités : le syndicalisme du cadre de vie, les commissions, les commissions féminines de syndicats, le MLAC etc. Diversifié, parce que les groupes de femmes existants ont une histoire bien différente ; certains ont participé à l'évolution du MLF où ils ont pu élaborer une « ligne » homogène ; comme le cercle Dimitriev ; d'autres sont nés beaucoup plus récemment — en province surtout à partir du désir de continuer une réflexion et une action communes, à partir de la prise de conscience des capacités d'un mouvement collectif féminin : groupe des femmes de LIP, groupes nés du MLAC, etc.

Or, toutes les femmes se rendent compte quels que soient leur âge et leurs pratiques antérieures — le week-end à Paris regroupait des femmes de 18 à 60 ans, ouvrières, militantes d'associations familiales, paysannes, enseignantes, femmes venues à la politique par le mouvement féministe etc. — qu'autre chose que l'éparpillement est possible en France aujourd'hui, pour le mouvement des femmes. Les expériences

étrangères — Etats-Unis, Belgique, Angleterre, Italie — ont été évoquées à plusieurs reprises. Toutes mettent l'accent sur la nécessité de découvrir la dimension collective, donc politique, des problèmes individuels, en créant éventuellement les moyens de cette expression collective. Les livres des femmes commencent à paraître ; Des « Centres de femmes » se mettent en place ici et là ; les commissions féminines de syndicats exigent la prise en compte des revendications spécifiques des travailleuses...

Beaucoup reste à faire. L'objectif, pour les femmes qui travaillent dans un parti révolutionnaire pour l'autogestion, en militant dans le mouvement des femmes et dans le parti, est de faire admettre que « la libération des femmes n'est pas un aspect secondaire de nos objectifs, elle est un problème dont la solution est un préalable à tout espèce de socialisme » (2).

Huguette BOUCHARDEAU ■

(1) Benoîte Groult. Ainsi soit-elle. Grasset, 1975, p. 177 et 182.

(2) Ben Bella - Aux premiers temps de l'indépendance algérienne...



Dans un livre alerte — et quelquefois rapide — Ainsi soit-elle, Benoîte Groult met en garde les femmes contre « l'enrôlement » dans les partis politiques. « Il ne faut plus espérer qu'une politique d'hommes résoudra nos problèmes, ni nous laisser enfermer dans les sections féminines de quelque parti que ce soit, sections aussitôt transformées en bureaux d'études marginales préposés aux tâches traditionnellement féminines », ce qui n'empêche pas le même auteur, quelques pages plus loin, de regretter que les femmes « ne fassent pas de politique », « alors que c'est ce qui détermine leur vie quotidienne » (1).

Le « secteur femmes » du PSU existe déjà depuis un certain nombre d'années. Il a permis à de nombreuses militantes du parti de réfléchir et de lutter en commun dans les entreprises à forte implantation féminine, dans les quartiers, pour la revendication d'équipements collectifs, pour la contraception — en particulier à l'intérieur du Planning familial — la liberté de l'avortement — en particulier au sein du MLAC.

Cependant, à travers leurs préoccupations dominantes, et dans l'effort même pour sortir du rôle imposé par la société, les femmes du parti se donnaient des objectifs — contraception, avortement, éducation collective des enfants, contrôle de la consommation etc. — qui paraissaient entériner la division des rôles reconnue dans la société tout entière. Comment en sortir ? Nous ne pouvons bien sûr laisser ces questions en attente. Au contraire, nous devons tout faire pour qu'elles soient reconnues comme éminemment politiques ; par les femmes, bien sûr, qui ont tendance à s'y enfermer comme dans des problèmes individuels : c'est à moi de m'arranger pour savoir combien je désire d'enfants, les garder, me débattre dans les multiples tentations offertes par la consommation etc. ; mais par les hommes aussi — et singulièrement les militants politiques — pour qui ces



Vient de paraître

PSU documentation n° 100 / 101

série : la dimension internationale des luttes

CHILI

1970 - 1973

ou Chile hay dos mundos diferentes para la mujer



LES FEMMES DANS L'UNITE POPULAIRE

POUR L'ACTION. REFLEXIONS POUR L'ACTION. REFLEXIONS POUR L'ACTION. REFLEXIONS POUR L'ACTION. REFLEXIONS POUR

En vente aux Editions Syros 9, rue Borromée 75015 Paris - Prix 4 F CCP 19 706 28 Paris.

à lire

Quand les femmes se disent

de Malka Weksler et Evelyne Guedj

Editions du Seuil « Combat » 358 pages en vente aux Editions Syros au prix de 39 F.

LIP

L'HEURE GRAVE

Quand après la réunion du conseil d'administration de la SEMEH (1) du 16 janvier, les travailleurs de LIP ont appris que le plan Neuschwander pour 1976 était soumis à un nouveau contrôle, ils ont vite réagi.

En effet, le nouveau patron Neuschwander ne pouvait plus afficher le bel optimisme qui le caractérisait depuis la reprise de LIP. Depuis près de trois mois LIP est en crise latente. Le chiffre d'affaire pour 1975 est faible : 65 millions de francs. Les stocks sont très forts : 46 millions au lieu des 25 millions maximum autorisés par le plan de développement pour l'année, le découvert bancaire est élevé : 5,3 millions de francs. Par ailleurs tous les plans ambitieux de la nouvelle direction qui impliquaient un appel de trésorerie ont été refusés par le conseil d'administration.

La fin de l'optimisme

Le dernier plan défendu par Neuschwander part d'un chiffre d'affaire faible : 92 millions sans apport d'argent. La principale mesure de ce plan, qui consiste à diminuer les stocks pour les ramener à la valeur de 33 millions pour juillet 1976, implique une baisse de l'activité générale, en un mot du chômage partiel. C'est cela qui inquiète les ouvriers de LIP.

En effet cela veut dire 36 heures de travail hebdomadaires pour tous, des mutations massives et l'absence totale d'un plan de salaires pour 1976. Cela veut dire aussi risque de départs, de licenciements. Or les LIP ont mené une lutte acharnée contre le démantèlement, pour être tous repris. Ils ne veulent pas sous prétexte d'erreurs de gestion, de la restructuration de l'industrie horlogère préparée chez d'Ornano, d'un « plan Giraud bis ». Le plan « bas » qui leur est imposé, sans

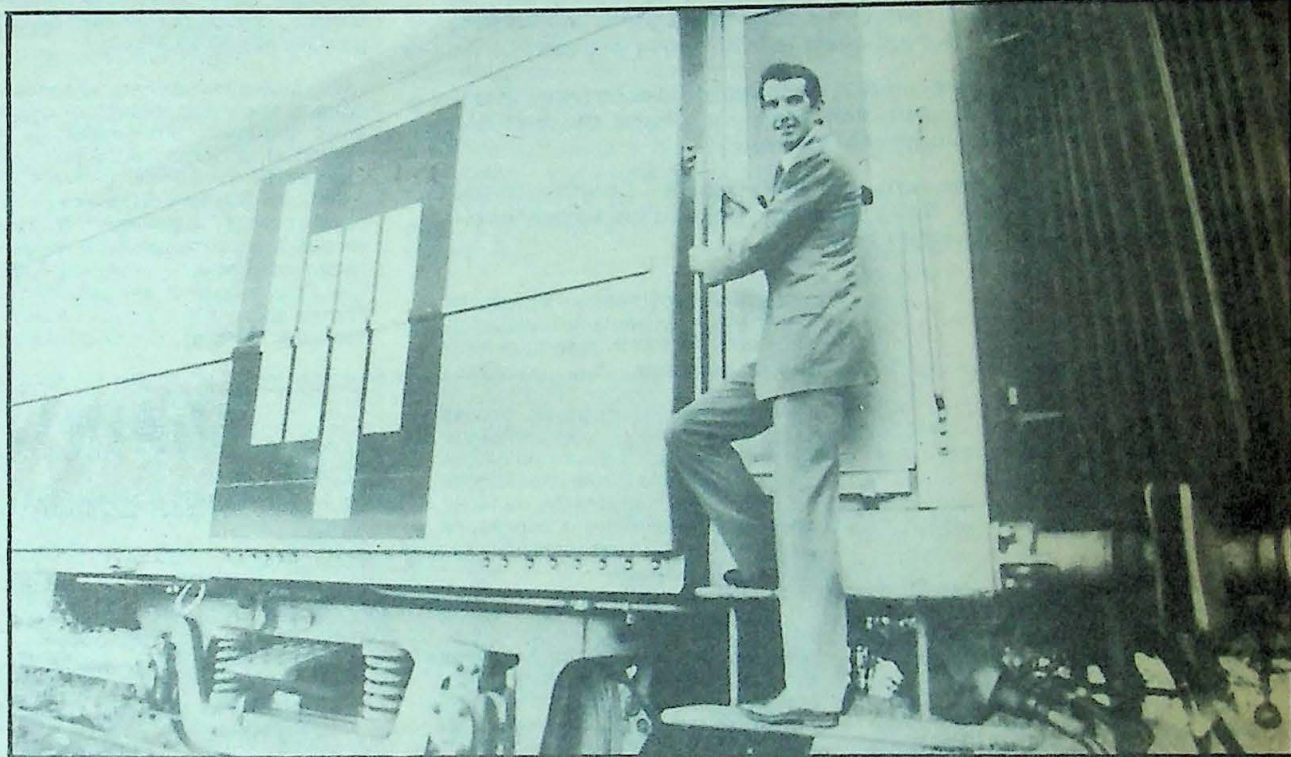
financement, sans perspectives d'avenir vient après une année où l'usine a tourné à plein régime, où la direction a systématiquement eu recours aux heures supplémentaires, à la sous-traitance et à l'intérim (10 000 heures certains mois). Les ouvriers ne veulent pas payer ces erreurs de gestion, notamment en matière de coordination « production-vente ». Acculé par son conseil d'administration, Neuschwander veut surtout « pomper de l'argent » en limitant les investissements et les achats et en diminuant les salaires.

Non à la division !

C'est sur cette menace que les responsables de la section CFDT

teurs de l'usine (ainsi à l'atelier de montage, de réglage et des mouvements, les 42 salariés seraient mis en chômage technique total pendant huit semaines payées 38 h, ailleurs certains feraient 42 h 30 payées 38 h). De plus 18 mutations s'ajouteraient aux 70 ou 80 déjà réalisées et 20 à 40 personnes partiraient en pré-retraite sans embauche de remplacement. Les syndicats ont refusé cette solution car ils considèrent comme inadmissible qu'il y ait parmi les LIP des gens mis sur la touche pendant deux mois. Ils veulent vivre tous les événements ensemble. C'est par ce type de pratique que le patronat réussit à diviser les ouvriers entre eux, à maintenir les cadences, les charges de travail, tout en rédui-

continuer les recherches pour la fabrication de montres à quartz. Ils exigent donc que LIP, seule manufacture française capable de réaliser la mutation technologique pour fabriquer les montres à quartz, soit soutenue par l'Etat. Ils ne veulent pas comme leurs camarades de Kelton-Besançon ou de Kelton-Portugal (où il y a eu récemment 800 licenciements sur les 2 000 salariés de l'usine) être à la merci de la politique d'un trust américain, qui fait fabriquer des composantes électroniques à Macao car la main-d'œuvre est moins chère, et les fait monter ailleurs, avec des boîtiers venus d'ici ou là. Cette politique d'économie de main-d'œuvre se généralise. Ils tiendront donc ferme sur le plan négocié à Dôle, il y a 18 mois. LIP



(Neuschwander sera-t-il cette fois-ci à l'heure des LIP)

lui demandent des comptes. Le 16 au soir, les réponses sont évasives. Ils exigent une réunion du comité d'entreprise et le 17 janvier une permanence a lieu à l'usine pour informer les travailleurs sur la situation. 100 à 150 personnes y viennent, ce qui prouve que la communauté des LIP, leur volonté de contrôler leur avenir, existent toujours.

Dans le cadre de l'heure trimestrielle d'information syndicale, une assemblée générale réunit la totalité des travailleurs de LIP, le lundi 18. La réunion du comité d'entreprise du lendemain est abondamment discutée et une mobilisation est prévue pour le cas où les salaires seraient attaqués.

C'est au cours de cette réunion du comité d'entreprise que la direction a précisé ses objectifs : des réductions d'horaires inégalement réparties sur tous les sec-

sant les salaires. Les réductions de salaires des LIP seraient de 12 à 14 % au moment même où l'inflation risque de reprendre en 1976. Il est donc anormal que pour des difficultés de financement, certains travaillent 42 h 30, d'autres 40, d'autres 36 et que tous voient leur paye amputée.

Ce front syndical, cette volonté de préserver l'unité ouvrière, ont fait reculer Neuschwander qui a modifié son plan de répartition des diminutions d'horaires de façon plus acceptable. Mais rien n'a été décidé ce jour-là concernant le financement des heures perdues, la durée de ces mesures de restriction et l'avenir du plan. La dernière réunion du comité d'entreprise du mardi 27 n'a pas permis non plus d'apporter de nouvelles réponses même si entre-temps, le 23 janvier, Neuschwander a obtenu l'accord du conseil d'administration pour son budget 1976. Les LIP demeurent donc mobilisés car ils ne veulent pas faire les frais de la crise actuelle que subit l'horlogerie. Ils exigent un financement réel.

ne sera pas démantelé, LIP continuera à exister avec tous.

Les travailleurs de LIP savent que si une restructuration générale de l'horlogerie française était décidée, le patronat n'hésiterait pas à les liquider. C'est pour cela qu'ils refusent de se laisser diviser. C'est pour cela aussi qu'ils s'intéressent à l'avenir de la branche horlogerie. Ainsi les rumeurs circulant sur le financement du projet Montrelec de production de montre à quartz par le ministère de l'Industrie. En effet dans ce projet se retrouvent toutes les sociétés horlogères concurrentes de LIP et le groupe Thomson-CSF (pour les composantes électroniques d'un tel type de montre). Mais on murmure aussi que le projet Quartzélec mis au point à LIP serait aussi soutenu. Quelles que soient les décisions d'aide financière ou d'investissements futurs, les ouvriers de LIP exigeront la garantie de l'emploi, refuseront toute restructuration visant à les diviser ou à rogner leurs salaires.

Yves SPARFEL

Les chercheurs de l'Iura s'interrogent

La CGT et la SGRA (CFDT) de l'Iura (Institut national de recherche agronomique) ont pris l'initiative d'organiser à Versailles une journée de forum des travailleurs de l'agriculture, sur les thèmes suivants : l'Iura au service de qui ? ; A qui profite le travail du personnel de l'Iura ? Comment l'Iura est-il perçu par les agriculteurs ?

Des camarades paysans-travailleurs de l'Iura ayant assisté à cette journée se proposent de vous en donner une relation détaillée dans le prochain TS.

Grâce au travail de tous

Ils savent que LIP est viable : en deux ans leur travail a permis à l'entreprise de retrouver des fournisseurs, de gagner des marchés, de mieux exporter (70 000 montres vendues aux USA), de

(1) SEMEH : Société européenne d'horlogerie et d'équipements mécaniques dont les actionnaires sont la firme suisse Ebauches SA (34 %), les sociétés BSN-Gervais-Danone, Rhône-Poulenc, Schlumberger, Sommer-Allibert, Paribas pour 50 % et trois banques nationalisées pour les 16 % restant.

une curieuse odeur

Plus les jours passent, plus les rebondissements de l'affaire Hazan ont une curieuse odeur. Les suites de l'enlèvement du PDG de Phonogram frôlent de plus en plus nettement les frontières de l'extrême droite agissante. Passe encore qu'un des instigateurs du rapt ait été l'adjoint de Louis Hazan, ce ne pourrait être que drôle. Mais si l'on additionne les sympathies et appartenances de certains membres du commando de kidnappeurs avec la découverte d'une « ferme d'entraînement » dans le Cantal, on se retrouve dans un curieux petit monde. Celui qui, dans le sud de la France, depuis une dizaine de mois, s'efforce de jouer à l'extrême droite italienne.

On peut continuer à ajouter : les pieds-noirs nostalgiques qui peuvent s'offrir le luxe de se barricader dans leurs fermes quand la justice les menace, les anciens harkis interceptés avec des armes alors qu'ils s'apprêtaient, il y a quelques jours, à enlever un consul algérien, les fermes discrètes où se rencontreraient les commandos espagnols du Christ-Roi et les ex-policiers de la PIDE portugaise, les hangars isolés où l'on stocke quelques armes et où l'on s'entraîne, les contacts de type militaire qui lient une minorité agissante de rapatriés, des vols d'armes ici et là dans des casernes... cela fait beaucoup. On finit par ne plus croire — du tout — au hasard.

On est loin de l'affaire Hazan ? Oui et non ! Après tout, et Louis Hazan n'y est pour rien, l'extrême droite se procure l'argent où il se trouve. Dans le show-business cela ne manque pas. Et comme, en plus, c'est un milieu particulièrement pourri, les apprentis sorciers tentés par la tension « à l'italienne » s'y sentent particulièrement à l'aise. Il suffit de regarder la liste des collaborateurs du nouveau journal de Michel Sardou, **MS Magazine** : cela ne manque pas de gens très très proches du Parti des forces nouvelles...

C.M. V.

THEATRE
LE PALACE
DIRECTEUR PIERRE LAVILLE

19 h
du mardi au samedi - dimanche 18 h
LAZARE LUI AUSSI RÊVAIT D'ELDORADO

21 h
du mardi au samedi - dimanche 15 h
LES MUSICIENS, LES ÉMIGRANTS

8, rue du Fg-Montmartre, 770.44.37

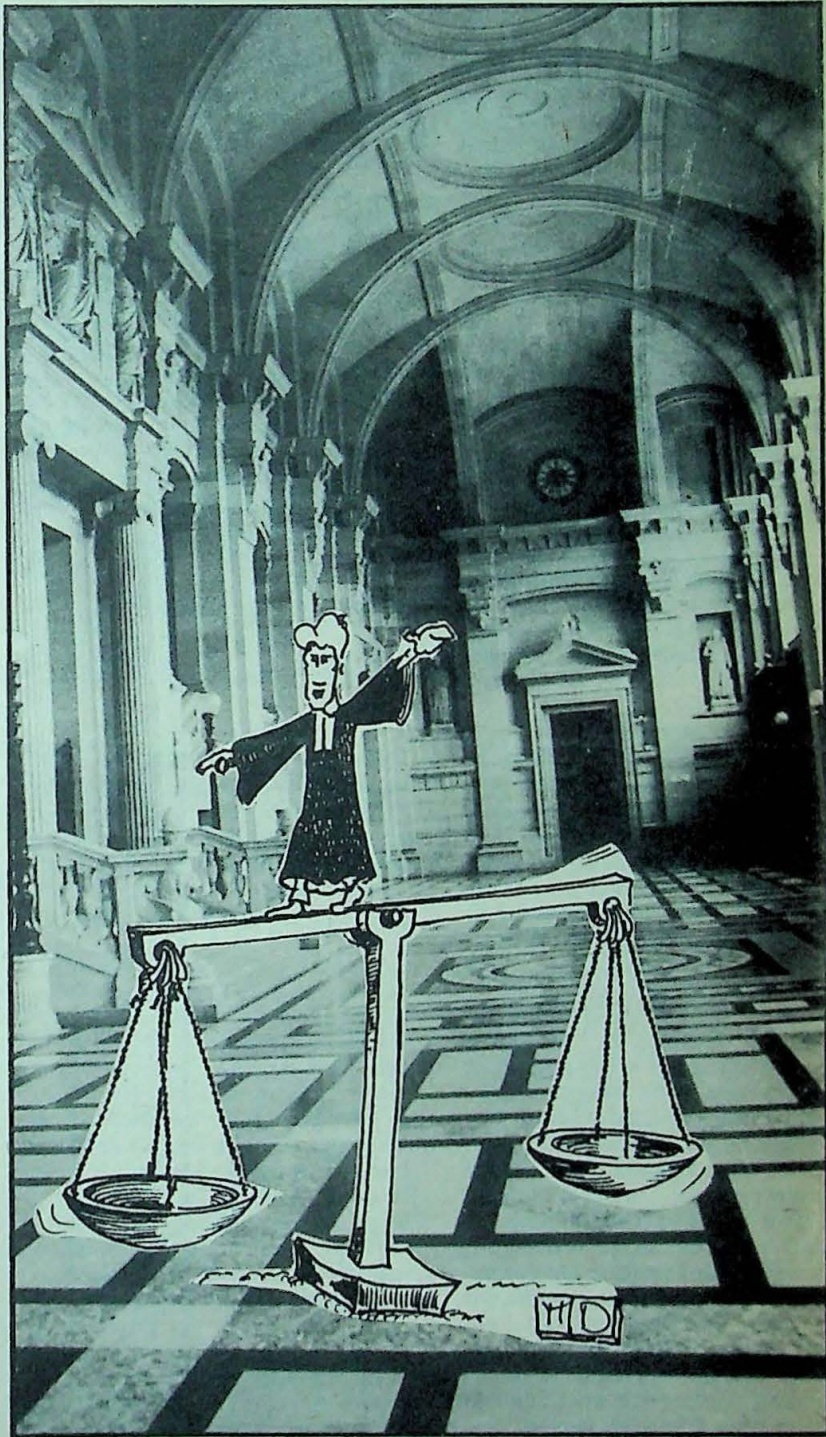
la fièvre du barreau

Chose inouïe dans les annales du barreau : des avocats venus de toute la France, leur robe sur le bras, décident, le samedi 17 janvier, dans une explosion de colère, une grève sans préavis. Devant cette « pression de la base », le bâtonnier de Paris, après avoir vainement tenté de s'opposer à la grève, en prend la tête et enjoint à ses confrères, dans une lettre comminatoire, de cesser toute activité pendant quatre jours. Toutes les organisations professionnelles, réunies au sein de l'Action nationale du barreau, s'alignent y compris le Syndicat des avocats de France qui représente au Palais le programme commun de la gauche. Seul le Mouvement d'action judiciaire (multiprofessionnel) prend ses distances. Il remarque que la grève est imposée par la voie hiérarchique, dénonce les contrôles et les menaces de sanctions disciplinaires contre les « jaunes ». Il déplore également qu'elle n'ait été précédée d'aucun débat clair, d'où l'extrême ambiguïté de ses objectifs ; il se déclare néanmoins partie prenante du grand mouvement de protestation qui secoue le barreau.

L'ensemble des réformes judiciaires intervenues ces dernières années marque de façon claire et précise autant d'étapes dans la confirmation et la consolidation de l'Etat fort instauré par la Vème République. L'accroissement exorbitant des pouvoirs du juge, qui en constitue l'un des traits les plus saillants, se fait certes au détriment de celui des avocats, mais plus encore au mépris des droits et de la liberté des justiciables. Le juge acquiert en effet la maîtrise presque totale du procès, en limite éventuellement le caractère contradictoire, peut mener ses investigations comme bon lui semble, et nombre de ses décisions souveraines échappent désormais à un contrôle véritable. D'où de lourdes menaces pesant sur les libertés, que les avocats se doivent de dénoncer et de combattre par tous les moyens dont ils disposent. On s'étonnera toutefois qu'ils n'aient pas jugé bon de s'y employer plus tôt : la réforme de la procédure civile, si violemment mise en cause, codifie un certain nombre de textes déjà publiés depuis un à trois ans ; d'autre part on ne se souvient pas avoir entendu le barreau élever une protestation aussi énergique et unanime à chaque fois que le pouvoir a porté de graves atteintes à la démocratie et aux libertés : création de la cour de sûreté de l'Etat, loi anticasseurs etc.

Ce qui a rendu la grève suspecte, pour le moins, aux yeux de l'opinion, c'est que le barreau n'a ni su, ni voulu poser clairement, en les distinguant bien de la lutte pour les libertés, les revendications d'ordre matériel et moral qui lui sont propres et qu'une évolution inéluctable de la profession porte de façon cruciale, pour beaucoup, à l'ordre du jour. Ainsi que l'a exprimé l'Union des jeunes avocats de Paris, les avocats en ont assez d'être tenus pour seuls responsables du coût élevé de la justice (les frais de justice sont très importants et transforment le service public de la justice en une activité fort rentable pour l'Etat), des obscurités et des lenteurs de la justice à tous égards repoussantes pour les justiciables. Ils ne trouvent pas normal non plus d'être l'unique profession chargée de participer à ses propres frais à la solidarité nationale, touchant des honoraires dérisoires de l'Etat au titre de l'aide judiciaire (procès civils) et travaillant de manière entièrement gratuite au titre des commissions d'office (procès pénaux).

Cependant la quasi unanimité qui s'est exprimée au cours de cette



grève ne doit pas tromper : elle n'est que de façade. Les grands clivages qui divisent la société traversent également le barreau : qu'y a-t-il de commun entre les serviteurs diligents du pouvoir et du grand capital, qui participèrent à la grève et ne craignent pas de dénoncer tous les jours devant les tribunaux celles des travailleurs au nom de la liberté du travail, et ceux qui ont choisi de mettre leur compétence et leur savoir au service des luttes de la classe ouvrière ? Quels objectifs peuvent partager les grands cabinets d'affaires où l'on

ignore tout du flagrant délit, de la commission d'expulsion et du TPFA, et la masse des petits et moyens avocats en voie de prolétarianisation qui, tant bien que mal et plus souvent mal que bien, s'efforcent de maintenir la fonction de défense ? Chez ceux-là, la grève aura peut-être — et c'est son mérite essentiel — contribué à déclencher ou à faire mûrir une indispensable prise de conscience : ils devront bien choisir leur camp. Pour les autres, c'est chose faite.

Odile DHAVERNAS

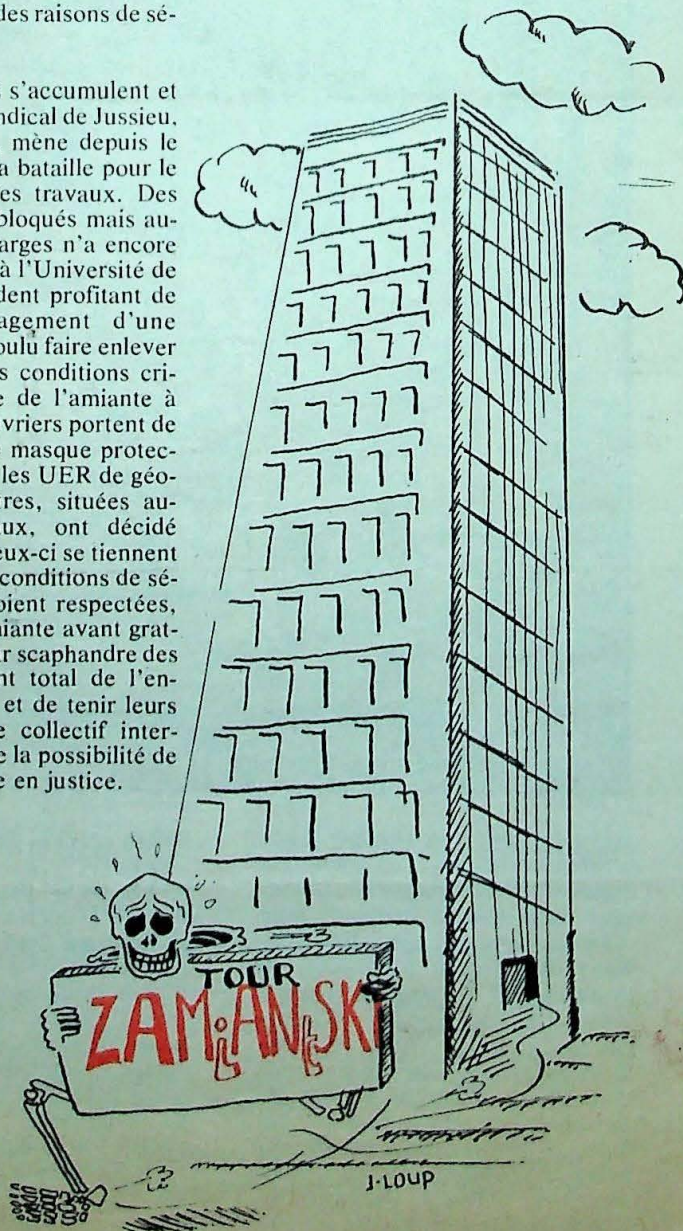
alerte à l'amiante

Tout a commencé à Jussieu, il y a un an, quand des membres du personnel technique se sont aperçus de la présence anormale de poussière sur les tuyaux qui couraient dans le plafond. Après analyse, il s'est avéré que cette poussière était des fibres d'amiante qui, du fait de la désagrégation du revêtement, tombaient de leurs supports. Les membres de l'intersyndicale ont rassemblé tout une documentation sur l'amiante et ses dangers.

À Jussieu, comme dans toutes les constructions neuves, l'isolation thermique et l'ignifugation des poutrelles ont été réalisés par « placage mou » (procédé qui consiste à projeter sur les poutrelles et les murs un mélange d'amiante et d'autres fibres). Ce procédé, l'un des plus dangereux, car à terme le revêtement se dégrade et les fibres d'amiante sont libérées dans l'air, est maintenant interdit aux USA. Les enquêtes menées par le collectif intersyndical de Jussieu ont fait apparaître des taux de concentration d'amiante important à tel point que Soisson lui-même a fait fermer des laboratoires particulièrement exposés. La concentration dans certains lieux atteint 20 fibres par litre d'air (norme française : 2 fibres maximum, normes américaines : 0,5 fibre par litre d'air) selon un rapport d'expertise fait à Marie Curie. Ce même rapport propose que les revêtements d'amiante soient éliminés là où leur présence ne s'avérerait pas indispensable, et protégés efficacement pour éviter tout risque de dégradation là où leur maintien s'imposerait pour des raisons de sécurité.

De tels rapports s'accumulent et le collectif intersyndical de Jussieu, au vu de ceux-ci, mène depuis le début de l'année la bataille pour le commencement des travaux. Des crédits ont été débloqués mais aucun cahier des charges n'a encore été établi. Mieux, à l'Université de Paris VII le président profitant de travaux d'aménagement d'une partie de la fac a voulu faire enlever l'amiante dans des conditions criminelles : grattage de l'amiante à sec sans que les ouvriers portent de combinaison et de masque protecteurs. Suite à cela les UER de géographie et de lettres, situées au-dessus des travaux, ont décidé d'empêcher que ceux-ci se tiennent jusqu'à ce que les conditions de sécurité minimum soient respectées, (mouillage de l'amiante avant grattage, protection par scaphandre des ouvriers, isolement total de l'endroit en travaux), et de tenir leurs cours ailleurs. Le collectif intersyndical se réserve la possibilité de porter cette affaire en justice.

Après un grand nombre d'AG d'information et une conférence du Professeur Selikoff (Université de New York) une grande manifestation s'est tenue mercredi 28 janvier pour exiger le déblocage de crédits et le commencement des travaux. Elle ne s'est pas voulue l'aboutissement d'une lutte locale mais le début d'une vaste campagne d'information et de lutte auprès des salariés qui travaillent dans des lieux construits comme Jussieu (La Défense, la plupart des constructions de l'Education nationale...) et qui risquent leur santé comme les usagers de Jussieu. Cette lutte est une lutte contre de grosses puissances financières, notamment les trusts de la construction et de l'amiante qui réalisent de gros profits au détriment de la santé des travailleurs. La lutte de Jussieu se veut le point de départ d'une campagne pour exiger que les normes sur l'amiante appliquées en France soient celles des USA.



Elections universitaires : boycott ou contrôle ?

Les conseils d'UER et d'Université ont été créés après Mai 68. La loi Faure a mis en place la représentation des étudiants aux conseils de gestion afin d'intégrer le mouvement étudiant à des structures qui n'ont qu'un seul pouvoir : celui d'appliquer la politique de la bourgeoisie. Comme le disait élégamment Guichard « le conseil d'Université est l'organe de participation essentielle, un rouage-clé dans le processus de décision de l'Etat ».

Depuis sa mise en place, les étudiants ont pu faire l'expérience concrète de ce qu'est la participation. En 1973 alors que la jeunesse scolarisée luttait contre la loi Debré et les DEUG, les « élus » étudiants ont été impuissants à enrayer le vote de la loi. Composé de professeurs, de délégués étudiants et du personnel, le conseil n'a qu'un rôle de gestion.

Dans l'après-Mai 1968, les étudiants vivaient encore la retombée de l'échec de 1968. Ils boycottaient en masse les conseils. En refusant la riposte directe à la politique de participation, l'extrême gauche repliée sur elle-même a laissé une place libre pour la politique corporatiste de l'UNEF. Depuis quelques années, le visage politique, mais surtout sociologique de l'Université, s'est transformé. Le milieu étudiant, confronté à la restructuration d'ensemble de l'Université aux mains du patronat, se recompose lui-même, à partir des conditions matérielles vécues à l'Université. Une nouvelle attitude est adoptée par les étudiants. Pourtant l'UNEF tend à subordonner le mouvement aux élections, à l'intégrer dans un cadre donné par le pouvoir et ainsi à devenir de « bons gestionnaires ». A l'inverse, est-ce en préconisant l'abstention que preuve sera donnée concrètement que les conseils sont des « pantins aux mains du pouvoir » ? Le résultat global des élections universitaires prouve une fois de plus que le boycott ne mobilise pas !

contact permanent avec les enseignants et le personnel.

Les délégués qui se présentaient sur la base d'une mobilisation, de luttes concrètes, ont obtenu partout des résultats importants : à Nanterre, dans l'UER de géographie, une AG a décidé de participer à la direction collégiale de l'UER mais à deux conditions : les étudiants sont élus en AG et ils seront munis d'un mandat impératif : l'ouverture de l'UER sur l'extérieur, l'exigence d'obtenir suffisamment de crédits, l'animation d'une réflexion sur le rôle de la géographie. Les étudiants élus s'appuyaient donc sur une mobilisation de masse permettant de situer clairement les responsables de la politique sélective à Nanterre. De même à Tolbiac, le MARC s'est présenté sur la base d'une lutte pour la construction d'un Restau-U à la faculté. Le jour des élections, il a organisé un Restau-U sauvage pour passer à la critique pratique de la politique du pouvoir. Cette démarche nouvelle a permis au MARC d'obtenir plusieurs élus et d'enregistrer un nombre de voix très proche de celui obtenu par l'UNEF. Ces deux exemples, parmi d'autres, montrent la voie pour l'auto-organisation des étudiants, et la construction du mouvement syndical anticapitaliste. Pendant ce temps, ceux qui boycottent les élections continuent à boycotter cette perspective.

Charlie NAJMAN □

Pour le PSU, les élections « officialisent » un rapport de forces permanent reposant sur l'auto-organisation des étudiants. La présence de délégués aux conseils doit permettre de maintenir l'information permanente (réunions, AG d'information et de discussion sur la « cuisine des conseils »). Le délégué doit avant tout s'appuyer sur un rapport de forces extérieur au conseil d'UER. Dans cette mesure, il est porteur des revendications étudiantes déterminées collectivement et correspondant à l'aspiration du contrôle des étudiants sur la vie de la faculté. Ainsi, les étudiants peuvent aussi garder un

Vient de paraître

Luttes étudiantes n° 1 -

Journal du CNIL

Au sommaire : la CFDT et la jeunesse - interview de J. Moreau et M. Rolant - les luttes étudiantes - soutien aux soldats - Maxime le Forestier : politique et chanson.

Prix : 1 F 50 - Abonnement : 5 numéros : 5 F. Ecrire : 2, rue Clavel Paris 75019.

Qui, un jour ou l'autre, n'a pas été surpris, désorienté, en arrivant dans une ville, un quartier où il n'était pas allé depuis de longs mois ? La petite rue aux allures provinciales a fait place à une grande artère bordée d'immeubles immenses, l'îlot composé de pavillons et de jardins est devenu un grand ensemble anonyme que ni pelouses ni arbres n'arrivent à rendre chaleureux. Epicerie, boulangerie, boucherie ont été englobées dans un centre commercial ou un super-marché. Quant au petit cinéma où l'on se rendait en famille, il a disparu, on reste un long moment avant de situer l'endroit où il se trouvait.

Pour peu que l'on reste un certain temps, on s'aperçoit que la population aussi a changé : les habitants de ces nouveaux « ensembles » sont pour la plupart des « transplantés ». Ils font partie soit d'une catégorie favorisée qui peut accéder à un certain standing, soit de ceux qui, pour diverses raisons, envers et contre tout, font des acrobaties budgétaires pour payer un loyer ou une accession à la propriété disproportionnés par rapport à leurs ressources.

Comment se sont transformés ces quartiers ? Récemment, la télévision française (dans une émission de FR 3) a donné la parole à des gens actuellement sur « la sellette » : des expulsés.

Sous prétexte de rénovation, les immeubles dans lesquels ils habitent ont été vendus à des promoteurs : ou bien ce sont les pavillons dont ils sont propriétaires qui sont convoités par ces mêmes promoteurs, car ils sont situés dans une zone « insalubre ». Et quand ces braves gens ne veulent pas partir en acceptant les propositions de relogement ou les indemnités (en fait, on étudie rarement les conséquences que peuvent avoir ces changements de vie), on fait pression sur eux. Tout est bon aux promoteurs (« la fin justifie les moyens ») : depuis le « passage à tabac » jusqu'aux persécutions « morales » (bruits incessants dans l'immeuble, WC bouchés avec du ciment, toiture ouverte...) en passant par les conseils persuasifs d'assistantes sociales.

Si certains résistent — et même se groupent en associations de défense —, la majorité des « sans voix » (vieillards seuls et sans ressources, travailleurs immigrés...) finit par se rendre aux bonnes raisons des promoteurs, propriétaires et autres « vendeurs ». Ils se retrouvent alors dans des appartements dont les loyers sont hors de proportion avec ce qu'ils payaient antérieurement et, pour certains — artisans notamment —, privés de leur clientèle.

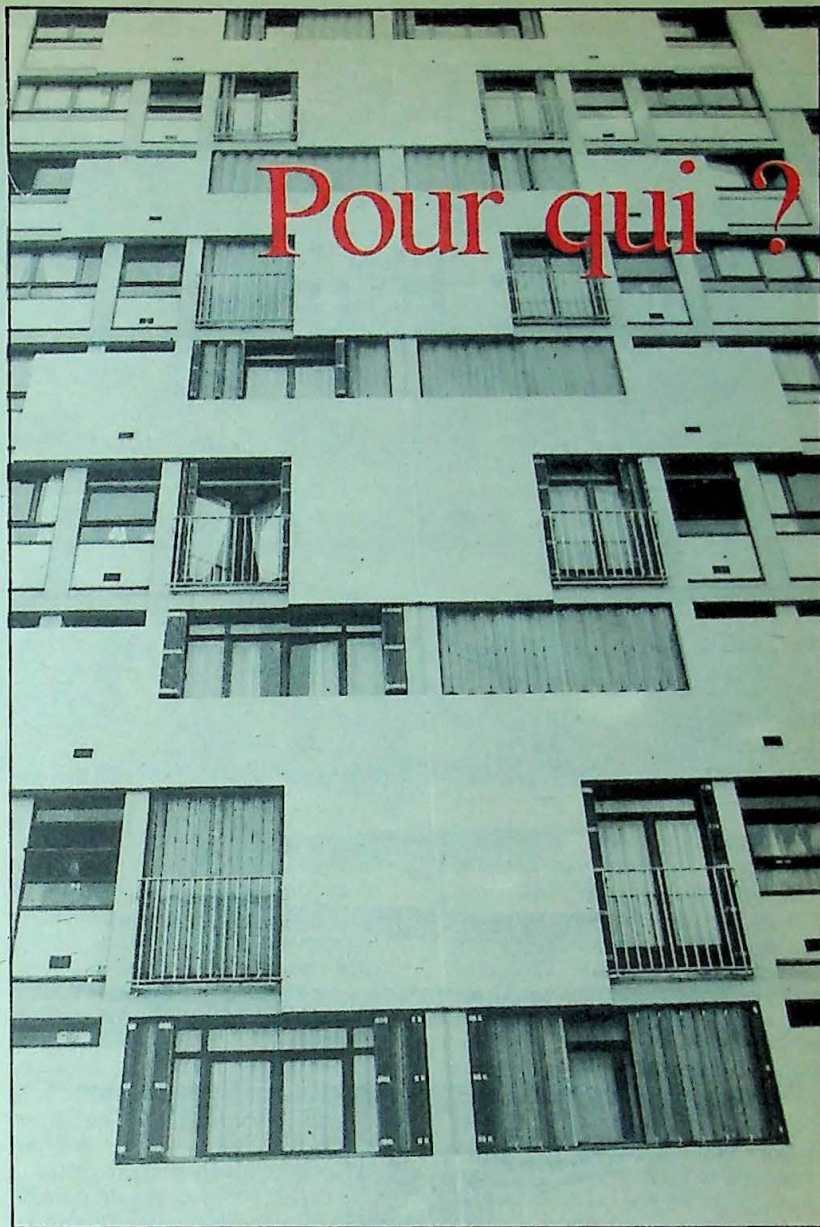
La rénovation urbaine, c'est pour qui ?

Une enquête officielle (1) fait apparaître, malgré une amélioration évidente depuis une vingtaine d'années, qu'en région parisienne 32,9 % des résidences principales ne disposent pas du confort minimum (eau, WC, baignoire ou douche) que 30 % environ des logements sont surpeuplés. En outre, 250 000 familles attendent en permanence un logement social alors que Paris « bat » tous les records de logements luxueux, la plupart du temps, surgis à la place des immeubles insalubres.

Dans certains quartiers particulièrement vétustes, il est évident que des mesures de rénovation devaient être entreprises, mais les chiffres montrent l'orientation de la politique appliquée : en quelques années, la population du Marais, à Paris, a baissé de 23,5 % : en sept ans le centre de Paris a perdu 46 000 habitants (Mme Ch. Schwartzbard, PC, au Conseil de Paris). La loi n'a pas été appliquée pour ces « expulsés », ils n'ont pas été relogés dans leur arrondissement mais, pour la plupart, ils « se » sont rejetés en banlieue : dans les HLM construits jusqu'à ces dernières années en dehors des grandes villes, sur des terrains moins chers. On peut parler de ségrégation sociale. Des propositions ont été faites dernièrement dans le rapport Barre (l'aide à la personne plutôt que l'aide à la pierre) et dans celui de Simon Nora (rénovation des immeubles anciens en priorité sur la construction d'immeubles neufs plus coûteuse). On ne peut parler pour autant de politique plus « sociale » du logement.

Un autre aspect du logement des Français : les charges qui augmentent, parfois de façon scandaleuse, mais souvent dans des proportions anormales, les loyers (2). Pour certains elles représentent un second loyer... et il est difficile de savoir exactement à quoi elles correspondent. Entretien d'espaces verts, d'ascenseurs, réparations diverses, toitures, ravalements... on ne sait pas toujours ce qui incombe aux locataires. Il faut être expert pour vérifier parmi les éléments touffus soumis par les services de gestion si les chiffres sont exacts.

Là aussi, on peut citer de nouveaux accords en vue entre locataires et propriétaires : un texte de la commission Delmont sur la répartition des charges entre locataires et propriétaires, un deuxième sur les réparations. Et, en outre, la reconnaissance des associations de locataires. Le gouvernement doit veiller à l'application de ces mesures...



Un peu partout les gens « bougent » : des associations se constituent pour la défense des expulsés, pour exiger des propriétaires un droit de regard sur les charges, pour protester contre les hausses abusives de certains loyers.

Dans sa perspective de contrôle et d'autogestion, le PSU peut et doit favoriser les luttes sur le logement. En commençant, pour populariser ces luttes, par des mots d'ordre transitoires, par exemple « des loyers en rapport avec les salaires ». Et en travaillant avec des organisations de masse (syndicats, associations familiales...) pour lancer des actions d'autoréduction. L'unité d'action peut facilement se développer au niveau local, sur le problème des loyers et des charges notamment.

Donner aux travailleurs la possibilité de vivre là où ils le souhaitent, dans des conditions matérielles qu'ils puissent assumer : c'est reconnaître à chaque citoyen le droit à

la ville, le droit au logement. La réflexion du parti sur le contrôle des usagers sur la ville, sur la maîtrise collective de l'usage des sols, est ouverte en ce sens.

S. Ruel ■

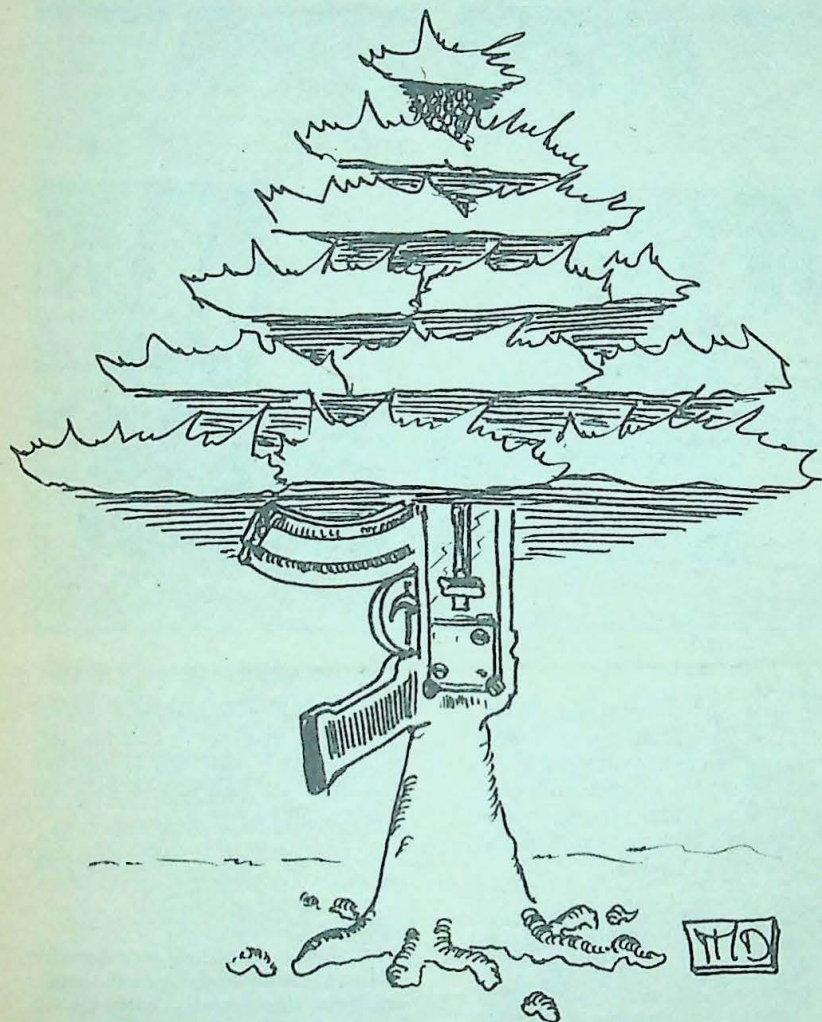
(1) Etude sur l'évolution de la situation du logement dans la région parisienne au cours des vingt dernières années, réalisée par Mme C. Taisne et diffusée par l'IAURP, 21-23 rue Miollis, Paris 15^e.

(2) Une émission à suivre : vendredi, sur FR 3, à 20 h 30 tous les vendredis. C'est dans ce cadre qu'ont été programmées, les 2 et 9 janvier, les émissions sur les expulsions et les charges locatives.



Liban

Quelle Paix ?



« L'ordre palestinien règne à Beyrouth », tel était le titre de France-Soir le samedi 24 janvier; suivait l'article démagogique et calomnieux auquel on pouvait s'attendre de la part de cette tribune du sionisme et de la réaction.

Et pourtant le titre était juste : il est vrai que l'ordre règne à Beyrouth, grâce à l'action des Palestiniens qui ont su déjouer les plans de la droite libanaise.

TEP théâtre national
direction Guy Roloff

du 6 février au 28 mars

Don Juan revient de guerre

d'Odon Von HORVATH
mise en scène Marcel BLUWAL
17 rue Malte-Brun PARIS 20e
M^o Gambetta - Tél. 636.79.09

La lecture du *Monde* du même jour nous apprend ainsi que la sécurité est assurée par les Palestiniens dans les seuls quartiers musulmans, que les pillages ont cessé, ainsi que les massacres. Quelle sorte d'ordre eut été celui des phalanges ? Sans doute celui qui régna à la Quarantaine, le plus grand bidonville de Beyrouth, à savoir la destruction et le massacre.

Le manque de traditions politiques des masses libanaises, chrétiennes comme musulmanes, a entraîné de nombreux massacres dans

des zones où le CLAP (gendarmerie palestinienne) ne pouvait intervenir pour des raisons pratiques.

Enfin pour finir avec la petite polémique, il ne faut tout de même pas, comme Georges Montaron dans son éditorial d'*Hebdo-TC*, opposer des Palestiniens tout pauvres, tout blancs, à des croisés chrétiens tout riches, tout noirs ; car les erreurs tactiques et stratégiques de la plupart des organisations du camp progressiste n'ont pu empêcher une certaine crainte de se développer parmi les couches chrétiennes, et n'a rendu que plus difficile l'élaboration du dernier cessez-le-feu qui pour diverses raisons semble plus sérieux, plus durable, quoique toute nouvelle provocation, y compris un suicide politique et militaire des forces phalangistes, ne soit pas à exclure, entraînant par là dans l'abîme le Liban et les Palestiniens.

Le vide politique

Les derniers événements (10-25 janvier) ont entraîné une évolution rapide de la situation. La droite (phalanges et PNC de Chamoun) a lancé une grande offensive militaire destinée à impliquer dans les combats l'ensemble de la résistance palestinienne engagée jusqu'alors par sa seule gendarmerie (CLAP), chargée d'assurer l'ordre et de défendre les camps. Quelques organisations participaient aux combats à côté des milices de l'opposition, mais ni le FATH, ni surtout l'ALP, équipée du matériel lourd, n'étaient entrés en action.

C'est dans cette optique qu'il faut voir l'encerclement des camps de Tell-Zaatar et Jisr-el-bacha, la prise d'assaut du camp chrétien de Dbayé, la destruction de la Quarantaine. Cette offensive entraînait ipso facto la rupture au sein du gouvernement entre R. Karamé et C. Chamoun. Ce dernier, avec Frangié, lançait l'aviation dans la bataille. La démission de Karamé ajoutait et officialisait le vide politique.

En entraînant ainsi les Palestiniens dans la bataille, la droite attendait une intervention israélienne (appelée officiellement par « l'Ordre du Cèdre ») une réaction des puissances occidentales et de nombreux régimes arabes qui n'auraient pu laisser étouffer ce « petit peuple ». L'intervention syrienne était aussi recherchée, car la droite était prête à marchander une partie du territoire libanais, que Damas revendique toujours, contre le soutien à la partition. Mais Damas pouvait-il lâcher les seuls alliés arabes de sa politique militaire et diplomatique ?

Le dilemme palestinien

En effet, pour les Palestiniens et l'OLP, un dilemme grave se posait. Il n'était pas question que l'offensive militaire de la droite, liée à

l'intervention croissante de l'armée, ne mette en cause leur existence — l'expérience jordanienne leur a suffi — mais il était difficile de s'engager trop loin, sans provoquer l'intervention d'Israël et de la Syrie dont la tutelle politique et militaire n'est pas favorablement envisagée par l'OLP.

Or il se trouve que la chute du camp de Dbayé et de la Quarantaine, sans grandes conséquences militaires, a eu pour effet de décomposer totalement l'armée libanaise.

En même temps, la contre-offensive se développait et des unités de l'ALP stationnées en Syrie pénétraient au Liban, occupant la route internationale Damas-Beyrouth, jusqu'alors neutre. Ces 2 000 hommes sous le commandement de l'OLP et non des Syriens, comme certains ont tenté de le faire croire, ont fait basculer le rapport de forces militaire.

Les médiateurs syriens ont aussi fait comprendre à Frangié, véritable chef de file des forces réactionnaires, qu'il était temps d'arrêter sa partie de poker et que les 2 000 hommes de l'ALP seraient suivis du reste, y compris des Syriens si la situation l'exigeait.

Or, la droite libanaise n'est pas constituée que de croisés exaltés : elle est aussi réaliste, et le cessez-le-feu ainsi que les propositions de règlements des questions politiques et sociales (maintien en cadre confessionnel, ré-équilibre du pouvoir entre président maronite et premier ministre sunnite, peu ou pas de réformes économiques et sociales envisagées) lui sont très favorables car elles ne traduisent absolument pas le rapport de forces existant sur le terrain.

En sauvant l'essentiel, face à une droite qui semblait décidée à aller jusqu'au suicide de la partition et de l'intervention israélienne, la résistance palestinienne et les forces d'opposition libanaise semblent avoir gagné un répit peut-être durable. Mais aucun des problèmes à la base du conflit ne sont résolus, les forces « progressistes » payent des années de politique confessionnelle, de politique de clientèle, de clan, de famille, de négation de la lutte des classes. Cependant la situation actuelle révèle qu'un partage de classe sépare de plus en plus nettement les communautés confessionnelles elles-mêmes.

Nous devons nous réjouir du fait que les menées de la droite libanaise et internationale contre les peuples du Liban et le peuple palestinien aient échoué, mais nous devons conserver une attitude critique vis-à-vis des organisations qui, tout en luttant contre la droite, portent une certaine responsabilité dans la nature parfois confuse du conflit, son intensité, les risques qu'il entraîne et les résultats incertains qui en sortent.

Jean JULLIEN ■

● Conférence à Alger

Bernard Ravenel, Gilbert Hercet et Alain Tlemcen représentaient le PSU à la cinquième conférence des jeunesses progressistes d'Europe et de Méditerranée. Ils rendront compte de cette réunion dans le prochain numéro de *Tribune Socialiste*.

Conférence des PS d'Europe du Sud



« Aggiornamento » ?

La social-démocratie internationale traverse une phase de renouvellement. Il y a encore quelques années, elle n'avait le choix qu'entre l'intégration à l'appareil d'Etat bourgeois (comme le SPD allemand qui affirmait cette orientation à son congrès de Bag-Godesberg), ou la mort par extinction « naturelle » dans les pays où la bourgeoisie, utilisant l'Etat comme moyen d'intervention économique (planification relative, politique des revenus...), savait les bases d'existence du réformisme classique (le cas de la SFIO en France est exemplaire à cet égard).

Aujourd'hui l'actualité de la révolution en Europe (du Sud particulièrement), l'entrée dans la lutte des classes de nouvelles couches de travailleurs salariés, et le renouveau idéologique du socialisme, ont mis à l'ordre du jour un « aggiornamento » dans l'Internationale socialiste.

Celle-ci se vante de disposer de 56 sections dans le monde et de gouverner 250 millions de citoyens. Sous l'égide du SPD allemand, auxiliaire en cette matière de l'impérialisme US, de grandes manœuvres se réalisent actuellement en Europe (voir par exemple les tentatives existant en Grèce, Italie, Espagne et Portugal pour dominer les PS ou pour faire reconnaître par l'Internationale des groupes « socialistes » minoritaires mais contrôlés), en Amérique latine (la tentative par exemple de fonder une « section » avec la droite du PS chilien, le parti radical et la « gauche » de la démocratie chrétienne) et même en Asie et au Moyen-Orient, pour relancer l'activité de « l'Internationale ». De son côté le PS français, « avant-garde » du « renouveau » socialiste, cherche à regrouper autour de lui les partis (ou courants) qui partagent les grandes lignes de son orientation.

La conférence des partis socialistes d'Europe du Sud qui s'est tenue à Paris les 24 et 25 janvier a de ce point de vue incontestablement renforcé les positions de François Mitterrand, qui se place ainsi comme le leader des « socialistes » opposés aux « social-démocrates ». Une distinction certes à usage interne... mais qui recouvre pourtant de profondes divergences.

Ainsi en présence des représentants des PS italien, espagnol, portugais, belge et des observateurs du PASOK (Grèce), du PS suisse, luxembourgeois, finlandais, néerlandais et de l'Alliance socialiste yougoslave (1), Mitterrand a insisté dans son intervention sur trois thèmes : la défense de la démocratie en Europe du Sud ne peut se réaliser que dans la lutte pour le socialisme. Dans ce combat l'alliance avec les partis communistes est indispensable et pas seulement comme tactique électorale. Enfin le Marché commun est abandonné au profit d'une zone atlantique de libre-échange livrée aux multinationales. En conséquence seul le socialisme unifiera l'Europe. Suivi dans cette orientation par le représentant du PSOE (Felipe Gonzalès) et par celui du PSI (Giulotti qui tout en axant son intervention sur une défense de

l'autogestion a plaidé pour une alternative PC / PS à la crise en Italie), soutenu fermement par A. Papandreou (PASOK) qui a déclaré que la « pierre de touche du véritable socialiste est son attitude face à l'impérialisme, à l'OTAN et à la nécessité de l'unité avec les PC », il lui reste encore à convaincre le PS portugais. Celui-ci avait délégué deux membres de sa direction représentant chacun un des deux grands courants qui le traversent. Manuel Alegre, proche collaborateur de Soarès, a défendu l'orientation « à l'allemande » de ce dernier, Lopes Cardos par contre, plus proche des conceptions mitterrandistes, a dû condamner l'arrestation d'Otelo, la libération de nombreux salazaristes et réclamer une alliance avec le PCP.

Quant à la coordination des forces du mouvement ouvrier en Europe du Sud, la réunion a décidé de relancer la proposition d'une rencontre des PC et des PS et de convoquer une conférence des organisations syndicales.

Si ces propositions se réalisent, Mitterrand arrivera au congrès mondial de l'Internationale socialiste, prévu pour juillet 1976 avec un bilan qui comptera...

D'abord les actes

Ces nouveaux développements dans la social-démocratie ne sont ni étonnants, ni dangereux pour le développement de la lutte des classes. Pas étonnant car cette « régénéscence » n'est qu'un des produits de la montée ouvrière dans une Europe du Sud sur laquelle pèse particulièrement la crise du capitalisme. Et l'on sait

comment dans les premières phases de montée révolutionnaire (le Portugal l'a montré, l'Espagne le montrera), les travailleurs cherchent d'abord à utiliser jusqu'au bout les possibilités que leur offrent leurs organisations traditionnelles. Pas « dangereux », car si la montée du réformisme peut aider la bourgeoisie (comme au Portugal), elle exprime aussi le début d'une expérience politique nouvelle pour de larges couches de travailleurs et il dépend des révolutionnaires qu'une issue positive lui soit offerte.

Les perspectives révolutionnaires en Europe du Sud dépendent de la réalisation de l'unité des travailleurs et de leurs organisations sur la base d'un programme clairement anticapitaliste. La victoire sur le réformisme au sein du mouvement ouvrier ne sera acquise que comme le produit d'une telle dynamique si elle permet la réunification de toutes les forces sociales intéressées par le socialisme, au sein d'organisations autonomes dans tous les secteurs de la vie sociale.

Dans ce combat nous sommes prêts à faire un bout du chemin avec tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, se réclament du socialisme. Mais nous nous fions d'abord aux actes car « un pas en avant vaut mieux que dix programmes » (Marx).

Maurice NAJMAN

(1) La présence de ces organisations du « Nord » indique bien qu'il s'agit d'une bataille interne à toute l'Internationale socialiste et pas seulement de la « nécessité d'élaborer une tactique différente compte-tenu des différences régionales ».

● Le comité Russel pour le Portugal continue

Après le retour de la première commission d'enquête sur la situation des prisonniers du 25 novembre (voir TS n° 686) le comité Russel prépare l'envoi de deux nouvelles délégations : l'une, composée de syndicalistes, enquêtera sur la situation de la classe ouvrière, l'autre continuera l'enquête

sur le 25 novembre. Par ailleurs la conférence internationale pour l'Angola et Timor se prépare activement.

Pour tout ce travail le comité a besoin d'argent : envoyez les fonds à Françoise Reille-Soult CCP 3408816 La Source.

Imaginez qu'on vous fasse la proposition suivante : « je vous offre des terres, un espace, pour organiser librement une communauté selon vos idées : plus d'oppression, plus d'aliénation, plus d'institutions. A chacun la maîtrise de sa vie » C'est le rêve de nombreux militants, et c'est ce qui est arrivé à un groupe d'anarchistes italiens au siècle dernier, invités au Brésil par un empereur aux idées larges. Ils allèrent y fonder une communauté libertaire, la « Colonia Cecilia ». Enfin savoir si c'est possible ! Vérifier si l'on a raison, réaliser l'utopie. Ce rêve porte hélas en lui le vice qui le tuera : la désertion du terrain de lutte, des conditions sociales et politiques dans lesquelles s'est élaborée la théorie qu'on veut appliquer et vérifier.

Dans l'éprouvette d'expérimentation, coupée des antagonismes principaux de la lutte des classes, la communauté libertaire, agressive par le « dehors » qui n'a pas cessé d'exister, minée par les contradictions internes, devient très vite spectacle représentation, incapable de progresser et à fortiori d'intégrer de nouveaux membres.

C'est le sujet du deuxième film de Jean-Louis Comolli, qui, après le reportage-pamphlet sur les élections de juin 1968 Les deux marseillaises, s'attache maintenant à appliquer dans la pratique cinématographique l'énorme travail critique effectué par l'équipe des Cahiers du cinéma depuis quelques années.

Le film n'est pas une « chronique de la Cecilia », bien qu'il respecte la chronologie des événements qui l'ont jalonnée, mais une analyse minutieuse et précise des contradictions, des conflits qui font avancer l'expérience, dominent les rapports entre les participants, qui mettent à l'épreuve les théories et les mots d'ordre élaborés au fil des luttes en Italie.

Bien que l'action se situe en 1890, au Brésil, le film renvoie à chaque instant aux problèmes que se pose le mouvement révolutionnaire aujourd'hui.

Les participants de la Cecilia se trouvent, en effet pris entre les idées qu'ils ont toujours professées et les séquelles de l'idéologie du vieux monde partout présen-

La révolution en vase clos



tes, dans leur tête et dans leurs relations avec les autres. Par quoi remplacer la famille honnie ? Quelle libération sexuelle ? Quelle autonomie pour chacun dans le groupe ? Comment supprimer la division du travail ? Comment surmonter les contradictions entre ouvriers, paysans et intellectuels ? Quel statut pour ces derniers ? Quel rapport entre le « noyau conscient » et les « masses à convaincre » (représentées ici par de nouveaux arrivants dont l'intégration dans la communauté échouera). Autant de questions qui surgissent, inscrites dans la construction même du film.

L'enchaînement des séquences, le montage, se déroulent au rythme de l'avancée, irrésistible, du processus politique engagé à la Cecilia. Ce sont les rapports de force dans le groupe, les contradictions naissantes qui font intervenir tel ou tel personnage, jamais une logique psychologique, émotionnelle ou même dramaturgique. Les rapports affectifs, en particulier, s'inscrivent comme contrepoint et référence au discours sur la famille. Qu'on se souvienne de la conférence de Rossi en Italie sur le rôle de la famille bourgeoise, alors que la caméra passe en revue les objets fétiches de la famille (photos,

meubles, bibelots...) et parallèlement le « couple » nouveau, dans un décor mythique de cascade et de verdure. C'est aussi l'analyse des rapports de pouvoir dans les familles qui ont rejoint la communauté, qui conduit à dénoncer la façon dont Rossi dirige et observe son expérience d'amour libre, comme s'il en était totalement étranger.

C'est la lutte incertaine entre l'ancien et le nouveau, qui pousse les gens les uns vers les autres, ou produit la répulsion et le rejet. Dans ces conditions, le discours politique n'est pas plaqué de l'extérieur sur une situation dont la logique serait ailleurs. Il n'est pas toile de fond, décor ou même prétexte comme la plupart des films dits « politiques », c'est lui qui construit et dirige le récit, le film l'intègre comme élément prépondérant qui détermine la mise en scène, les mouvements d'appareil, le jeu des acteurs, le montage, les objets, les couleurs, l'humour, le théâtre, les citations, les chansons... chaque élément trouve sa place et sa justification au moment où l'appelle la cohérence politique.

Les textes théoriques (Bakounine ou Malatesta) qui jalonnent le film, qu'ils soient prononcés par les protagonistes eux-mêmes ou cités, sont en permanence confrontés avec leur mise en pratique ou leur dénonciation.

C'est l'inévitable heurt de la communauté avec l'extérieur qui amènera la fin de l'expérience. Faute d'avoir tenu compte des critiques des anarchistes italiens l'accusant de désertir le terrain des luttes, faute d'avoir sérieusement étudié la réalité sociale brésilienne sur laquelle elle se greffait malgré elle, la communauté se désagrègera. Elle crève d'avoir voulu être « en dehors ». Le théâtre clos de leur expérience devient théâtre tout court. Ils en sont réduits à singer la révolution, à se déguiser pour jouer (à eux-mêmes) la mort de Danton de Buchner, bredouillant des répliques, que leur souffle (ô dérision !) Rossi l'intellectuel, le théoricien. La réalité fait irruption dans le spectacle et le démasque. L'ultime chanson, lancée comme un défi, prend alors une singulière ironie.

Finie la comédie.

Il leur faut à nouveau ouvrir les yeux sur la lutte des classes et choisir leur camp.

Charles MAUROUX ■